

TABLE DES MATIERES

[INTRODUCTION 4](#_Toc11968114)

[Première Partie : Aperçu historique de l’action catholique dans l’éducation au Sénégal, de 1819 à ce jour. 5](#_Toc11968115)

[I. La genèse des activités des missionnaires catholiques dans l’éducation : à Saint louis, et Gorée et Dakar (1819 -1847) ; 5](#_Toc11968116)

[L’action de la Bienheureuse Mère Anne Marie Javouhey(1819). 6](#_Toc11968117)

[L’action des Frères de Ploërmel (1841) 7](#_Toc11968118)

[Les pères Spiritains et leur début d’implantation à Dakar (1845 - 1846) . 8](#_Toc11968119)

[Congrégation des sœurs de Notre Dame de l’Immaculée Conception (1848) 8](#_Toc11968120)

[Les contraintes d’évolution de l’époque 10](#_Toc11968121)

[B/ De 1847 à l’indépendance du Sénégal 10](#_Toc11968122)

[Le renforcement de l’expérience et l’expansion sur la zone rurale 10](#_Toc11968123)

[La laïcisation, frein à l’évolution de l’enseignement privé catholique 11](#_Toc11968124)

[Le renouveau à partir de 1922, 12](#_Toc11968125)

[Panorama des réalisations globales de l’EPC de 1819 à l’indépendance du Sénégal 13](#_Toc11968126)

[II/L'enseignement privé catholique sénégalais dans le contexte post indépendance du Sénégal 14](#_Toc11968127)

[L’affirmation de la responsabilité de l’Etat par la politique nationale d’éducation 15](#_Toc11968128)

[L’organisation territoriale et institutionnelle post indépendance 15](#_Toc11968129)

[Le Ministère de l’Education Nationale (MEN), les inspections d’académie (IA), les IEF (ex IDEN) et leur rôle 16](#_Toc11968130)

[La direction de la politique nationale de l’éducation et le respect des obligations internationales 17](#_Toc11968131)

[B/ les lois d’orientation du secteur de l’éducation 18](#_Toc11968132)

[a/ les étapes de base : 18](#_Toc11968133)

[b/ le soutien nécessaire du privé à l’Etat dans l’éducation 19](#_Toc11968134)

[C/Dès lors le nouveau cadre d’évolution de l’EPC dans le secteur éducatif national 20](#_Toc11968135)

[a/L’EPC : sa réorganisation administrative dans le cadre de la province ecclésiastique du Sénégal 20](#_Toc11968136)

[Les types d’écoles dans l’EPC : la distinction écoles diocésaines et ecoles de congrégations 23](#_Toc11968137)

[b/ Les premières étapes de la structuration de l’EPC en (DINEC puis ONECS): 23](#_Toc11968138)

[La Direction Nationale de l’enseignement privé catholique (DINEC) 24](#_Toc11968139)

[L’ONECS (2003/2008)) 24](#_Toc11968140)

[La structuration actuelle 24](#_Toc11968141)

[Deuxième partie : la vie contemporaine de l'ONECS et ses perspectives d’avenir 27](#_Toc11968142)

[I/Contexte politique économique sociale de la gestion de l’éducation au Sénégal depuis 2001 : 27](#_Toc11968143)

[Le PDEF 27](#_Toc11968144)

[Les Objectifs du PDEF 27](#_Toc11968145)

[Bilan d’évaluation du PDEF et nouvelles perspectives 29](#_Toc11968146)

[Le PAQUET-EF 30](#_Toc11968147)

[Ses objectifs 30](#_Toc11968148)

[Rôle du privé, notamment privé catholique dans ce cadre d’évolution 31](#_Toc11968149)

[Les attentes sur l’action de l’EPC relativement aux programmes (PDEF-PAQUET-EF) 31](#_Toc11968150)

[II/ défis et perspectives pour l’ONECS dans le contexte national actuel 32](#_Toc11968151)

[A. /le défi organisationnel et stratégique 32](#_Toc11968152)

[B. Dès lors la préservation des attributs identitaires catholique de l’EPC : 35](#_Toc11968153)

[C. LES NOUVEAUX DEFIS POUR L’EPC DE LA CONSTRUCTION D’UN CADRE PROTECTEUR ET D’EDUCATION A LA VIE CITOYENNE 37](#_Toc11968154)

[III. Le message d’avenir 40](#_Toc11968155)

## INTRODUCTION

Le Sénégal est résolument engagé dans la construction de son développement économique et sociale. La mise en œuvre de ce chantier implique l'existence d'un système éducatif de qualité apte à fournir la ressource humaine nécessaire pour atteindre cet objectif.

Car l’éducation et la formation des citoyens constituent l’un des leviers les plus importants pour l’amélioration des conditions économiques, sociales et culturelles d’une nation.

Cependant au regard des investissements qu’elle implique, l’éducation exige le concours de partenaires d’appui à l’Etat dont notamment ceux du privé à l’échelle nationale. Cela explique l’engagement d’acteurs comme l’enseignement privé catholique (EPC) dans le secteur éducatif. Et cette action de l’EPC au Sénégal, trouve ses racines dans le passé, avec même un rôle précurseur de l’Eglise dans la construction du système éducatif sénégalais.

C’est pourquoi cette brochure de présentation centrée sur l’EPC, avec un objectif de synthèse et de capitalisation de ses actions, vise à explorer ce volet de son action passée, en opérer un rappel pour mieux évaluer les contours de ses mutations.

Mais d’où nait ce besoin d’instruction justifiant ce rôle précurseur de l’Eglise dans l’éducation au Sénégal ?

Ses débuts sont liés à l’implantation française au 19ème siècle dans le contexte de la traite des esclaves et des échanges commerciaux. Cette relation nécessitait des intermédiaires autochtones aptes à la communication et à la facilitation des rapports commerciaux. L’instruction de ces collaborateurs devenait une condition du développement des affaires commerciales.

Mais le régime colonial[[1]](#footnote-1) face à cette demande était placé devant un dilemme, résultant du fait que pour lui le choix de l’instruction présente un double péril : puisqu’en élevant la qualification de la main d’œuvre, elle devient plus couteuse, et également par rapport aux masses colonisées, l’instruction conduit à prendre conscience de l’exploitation et de l’oppression auxquelles elles sont soumises. Dès lors, la politique coloniale en matière d’enseignement sera longtemps orientée par cette contradiction, et ne sera pas considérée comme une préoccupation première, et en conséquence pendant longtemps l’enseignement sera dispensée au rabais[[2]](#footnote-2).

L’instruction fût donc perçue comme un mal nécessaire. Mais puisqu’on ne peut s’en passer sa diffusion sera utilisée au mieux des intérêts de la colonisation.

C’est avec l’arrivée des missionnaires catholiques que le nombre d’écoles va commencer à augmenter, et aussi c’est par ce biais que s’ébauche un système scolaire spécifique, qui se développera et sera même en concurrence avec le système scolaire colonial.

C’est dans ce contexte que va naître les fondations de l’enseignement privé catholique au Sénégal. Ainsi le 15 juillet 1826 marque la date de la première expérience d’école[[3]](#footnote-3) fondée par la Mère Anne Marie Javouhey ; de là à aujourd’hui, c’est 192 ans d’action missionnaire catholique sur l’éducation au Sénégal.

Il s’ensuit aussi le constat que le développement de la scolarisation a même précédé la réelle mise en place de l’administration coloniale par le Gouverneur Faidherbe[[4]](#footnote-4).

Il en résulte aussi que l’EPC a posé les bases de l’école moderne avant l’indépendance du pays, et les différentes étapes de ce processus seront l’objet de la première partie de cette analyse ; mais il doit encore à nouveau aujourd’hui pour pérenniser son témoignage, se réadapter aux nouvelles évolutions économiques et sociales du contexte du pays, selon les modalités à définir dans la deuxième partie.

## Première Partie : Aperçu historique de l’action catholique dans l’éducation au Sénégal, de 1819 à ce jour.

Il faut rappeler que du 15ème siècle au début du 19ème siècle, plusieurs puissances européennes (portugais, anglais, hollandais et français) se disputèrent les comptoirs commerciaux[[5]](#footnote-5) du Sénégal. Cette concurrence ne prit fin qu’avec le Traité de Paris[[6]](#footnote-6) signé le 30 mai 1814, qui octroyait à la France, les villes de Saint louis, Gorée et Rufisque. Et c’est à partir de ce traité, que la France décida d’étendre ses possessions au Sénégal, puis à l’Afrique Occidentale ; de là naissait une expansion des comptoirs commerciaux sur ces villes.

## La genèse des activités des missionnaires catholiques dans l’éducation : à Saint louis, et Gorée et Dakar (1819 -1847) ;

La motivation des résidents des comptoirs à l’époque était le développement du commerce ; à l’inverse la préoccupation des Congrégations missionnaires était d’apporter l’Evangile et contribuer à l’éducation des hommes.

**A/L’implantation de 1819 à 1847 : contexte de l’arrivée, et motivation principale des fondateurs, contribuer à l’éducation des hommes**

**Ce sont 4 Congrégations qui porteront les prémisses de l’action missionnaire catholique**[[7]](#footnote-7) **dans l’éducation au Sénégal** à savoir : les Sœurs de Saint Joseph de Cluny, Les Frères de Ploërmel, la Congrégation des Pères Spiritains, la Congrégation des Sœurs de l’Immaculée Conception.

Tout commence dans les comptoirs de commerce première forme de l’implantation européenne locale.

Ces établissements ne pouvaient fonctionner sans un minimum d’employés subalternes autochtones, sachant lire et compter et ainsi servir de courroies de transmission et d’agents d’execution entre l’encadrement européen et les populations. Ainsi avec l’extension de l’économie de traite, et l’installation progressive de la structure administrative coloniale, l’obligation s’imposait encore de former en nombre croissant ces intermédiaires, sachant lire, écrire, compter et parler la langue du colon.

C’est pour satisfaire à cette exigence que naitra la volonté d’entamer la première véritable tentative d’implantation scolaire par l’administration coloniale[[8]](#footnote-8), par le biais de Jean Dard[[9]](#footnote-9) arrivé au Sénégal en 1816. Ainsi le **7 mars 1817** s’ouvrit à Saint louis sous sa houlette la première école recrutant des garçons[[10]](#footnote-10) ; fondée sur la méthode de « l’école mutuelle », mais qui rencontrera beaucoup de difficultés[[11]](#footnote-11). Cette intervention de Jean Dard fût une demande de « l’administration de la colonie »[[12]](#footnote-12) et avait une vocation expérimentale ; son non aboutissement ouvrira un espace d’intervention à l’enseignement privé catholique.

## L’action de la Bienheureuse Mère Anne Marie Javouhey[[13]](#footnote-13)(1819).

Face au faible attrait de cette « école mutuelle » et à ses difficultés, les religieuses de Saint Joseph Cluny déjà présentes sur le territoire depuis 1819[[14]](#footnote-14) mais orientée en premier lieu sur le secteur de la santé, vont en 1826 en exécution d’un arrêté ministériel du 15 juillet 1826 et avec l’aval du Baron Roger Gouverneur de la colonie de l’époque, ouvrir un établissement d’instruction religieuse destinées aux filles noires et de familles métisses après Gorée à Saint louis[[15]](#footnote-15).

Cette expérience peut être considérée comme la première forme d’implantation de structure d’enseignement de nature catholique. Préalablement sur la même lancée la Mère Javouhey[[16]](#footnote-16) Supérieure de la Congrégation à son retour en France par ses démarches avait pu aussi obtenir en 1925, l’allocation de bourses d’études grâce auquel système plusieurs jeunes noirs seront envoyés par elle en études en France, pour qu’ils deviennent des instituteurs ou qu’ils rentrent dans les ordres. C’est dans ce groupe que figurèrent les Abbés Boilat, Fridoil et Moussa qui à leur retour se virent confier en 1843 par l’administration de la colonie (Gouverneur Bouet) la mise en place d’une école secondaire pour accueillir les jeunes sortant de l’instruction primaire ; mais l’expérience rencontrera beaucoup de difficultés entrainant la fermeture du collège en 1849

A la suite de ces actions de la Congrégation des sœurs de Saint Joseph de Cluny, suivra celle de Frères de Ploërmel.

## L’action des Frères de Ploërmel (1841)

En effet l’état de l’enseignement aux colonies ne satisfaisait pas le ministre de l’Instruction publique, qui constatait la faible fréquentation de l’école publique. C’est ainsi que l’amiral de Rosavel ministre de la Marine et des Colonies entreprit de persuader un institut religieux pour résoudre le problème de l’instruction primaire aux colonies. Ainsi sous le conseil de Mr Guizot dont l’attention avait été frappé par le rapide développement de l’action éducative des Frères de Ploërmel[[17]](#footnote-17) en France ; il exprima à leur Supérieur M. l’Abbé de La Mennais en 1836 le souhait de pouvoir utiliser quelques-uns de ses frères dans la colonie du Sénégal, ce qui sera accepté et en **1841 le 22 novembre** un groupe de Frères de Ploërmel arriva au Sénégal[[18]](#footnote-18). Ils s’installeront ensuite en 1843 à Gorée, à Dakar en 1882 et à Rufisque en 1888.

Les débuts de l’implantation ont été difficiles, fait d’oppositions, car les missionnaires étaient perçus comme « représentants » de la colonisation, messagers de la Foi catholique, symbole du risque d’abandon des valeurs traditionnelles. En conséquence l’adhésion à leur modèle ne pouvait être automatique, et l’opposition sera farouche. Ils poursuivirent malgré tout leur apostolat, mais soufrèrent, du climat, des épidémies qui s’abattaient sur la colonie, et en pareille situation ils se transformaient en infirmiers et mêmes à défaut de main d’ouvre bénévole en fossoyeurs. L’héroïsme de leur dévouement leur valut par la suite de nombreux témoignage publics de reconnaissance et fût l’une des sources de leur prestige ; ainsi en 1887 8 des 10 frères présents au Sénégal à Saint louis moururent en quelques jours victimes de l’épidémie[[19]](#footnote-19). Les missionnaires malgré ces difficultés progresseront avec persévérance et détermination et c’est leur résultat qui sera leur meilleur avocat. Me Lamine Guèye fût un de leurs élèves.

Me Lamine Guèye

Né le 20 septembre 1891 à Médine (ex-Soudan français, actuel Mali), Lamine Guèye entre à l’école coranique à l’âge de six ans. Son père, Birahim Guèye, un riche négociant, l’inscrit à l’école des frères de Ploermel, devenue Brière-de-Lisle. Il avait alors douze ans. Après une année à l’Ecole supérieure commerciale (dite Faidherbe), Lamine Guèye obtient en 1907 son brevet élémentaire. Nommé instituteur, il sert dans de nombreuses écoles du Sénégal... En 1918, lors d’un passage à Paris, Lamine Guèye passe avec succès les épreuves du baccalauréat et, deux and plus tard, il obtient, toujours dans la capitale française, une licence en droit. De retour au Sénégal, Lamine Guèye enseigne les mathématiques à l’Ecole normale William-Ponty.

Parmi ses élèves, il y avait Félix Houphouët-Boigny, le premier président de Côte d’Ivoire (1960-1993). Puis, Lamine Guèye quitte l’enseignement pour s’inscrire comme avocat-défenseur près la cour d’appel de l’Afrique occidentale française (AOF), puis à la faculté de droit de Paris. En décembre 1921, il soutient avec la mention “Très bien” une thèse intitulée : “De la situation politique des Sénégalais originaires des quatre communes de plein exercice”.

Maire de Dakar pendant 16 ans (1945-1961), Lamine Guèye est nommé délégué de la France au Conseil économique et social des Nations unies (1952-1957). C’est aussi, à ce poste de maire, qu’il s’est illustré en octroyant des bourses d’études en France à de nombreux Sénégalais. De décembre 1960 à mars 1968, il est réélu quatre fois président de l’Assemblée nationale du Sénégal.

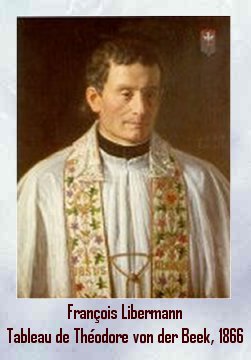


## Les pères Spiritains[[20]](#footnote-20) et leur début d’implantation à Dakar (1845 - 1846) .

A leur tour les premiers missionnaires du Saint Cœur de Marie qui deviendront plus tard les Pères du Saint esprit arrivent à Gorée en juillet 1845.

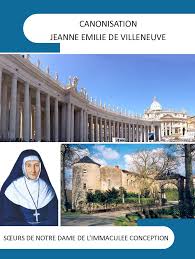
En 1846, ayant obtenu l’autorisation du « Roi » Souleymane de la localité de Ndakarou un petit village, qui sera plus tard Dakar, les Pères Spiritains y sentirent la nécessité d’agir pour l’instruction et rassemblèrent les jeunes garçons pour leur donner une éducation scolaire. Ainsi le 8 mai 1847 à l’arrivée de Monseigneur Truffet nouveau Vicaire Apostolique de la Sénégambie, il y avait déjà sur Ndakarou /Dakar une école et un embryon de séminaire.

Mais les missionnaires se rendirent compte de la nécessité de devoir être épauler par le concours des religieuses pour s’occuper des jeunes filles et des femmes. Cela sera fait avec l’arrivée des sœurs de Notre Dame de l’Immaculée Conception[[21]](#footnote-21)



## Congrégation des sœurs de Notre Dame de l’Immaculée Conception (1848)

[[22]](#footnote-22)C’est en effet en 1847 que la Mère Jeanne Emilie de Villeneuve a mûri le projet d’envoyer des Sœurs missionnaires au Sénégal, ce malgré la situation y prévalant à cette époque et qui était fort décourageante ; car précisément cette côte occidentale de l’Afrique au vu des pertes en vie humainesparmi les colons, avait acquis le titre de « sépulcre des blancs ». Les sœurs de Notre Dame de l’Immaculée Conception arrivèrent ainsi au Sénégal le 11 janvier 1848. Et après un court séjour à Gorée chez les Sœurs de Saint Joseph de Cluny, la première Communauté, riche de 4 Sœurs, s’installera à Dakar. De là elles progresseront plus tard vers l’intérieur du pays. Cette première école à Dakar prendra de l’expansion pour devenir école communale en 1891.



*Ainsi jusqu’au milieu du siècle (19ème), les missionnaires catholiques assureront l’essentiel de l’enseignement.* C’est dans les profondeurs de leurs convictions, qu’ils tireront la motivation pour agir. **C’est donc la force de leur Foi évangélique qui sera le moteur de leur action.** L’administration coloniale ne sera pas un allié, sauf si son intérêt l’exige, et son orientation principale était plus de se pourvoir en personnel d’appui, sur les taches jugées secondaires. Son soutien n’était donc pas total.

Cependant ces projets éducatifs connaitront un inégal succès, les effectifs restant faibles, et si les métis éduqués par les religieux catholiques s’en rapprochent, les « fils de chefs » n’y adhèrent guère, et la majorité des habitants du comptoir, ne se sent pas concernée par ce système éducatif. En effet les personnes d’influence de la société traditionnelle percevant les conséquences de l’instruction sur leur culture, se sont très vite opposées à la pénétration de l’école coloniale[[23]](#footnote-23), et useront de diverses formes, de réactions pour empêcher son expansion. Dans cette phase, c’est donc l’école qui allait vers les populations, sans se faire admettre par elle. La résistance et l’opposition à la scolarisation subissait aussi la perception d’une confrontation entre le Christianisme et l’Islam ce qui entrainait un refus de certaines populations de confier leurs enfants aux missionnaires.

Et ainsi ce n’est qu’en 1847 que les autorités coloniales créeront de leur propre initiative, une école destinée à former le personnel auxiliaire notamment les interprètes qui facilitent les relations avec les populations avoisinantes. Ce projet visait à former et « civiliser » le futur personnel administratif et s’inscrit dans un projet plus vaste d’exploitation de l’intérieur du pays.

Il s’y ajoutera un peu plus tard en 1856 la création, de l’école « des otages et des fils de chefs »[[24]](#footnote-24) par Faidherbe arrivé en 1855, dont la visée fut d’initier aux mœurs européennes les enfants des souverains voisins afin qu’à leur retour ils deviennent des artisans des traités de protectorat et facilitent les échanges commerciaux. Cette expérience et la tentative de Jean Dard est à considérer comme celle de la première école laïque mis en place par l’administration coloniale.

## Les contraintes d’évolution de l’époque

L’ouverture des populations et leur adhésion ne viendront que plus tard avec le constat que l’école favorisait la promotion sociale[[25]](#footnote-25).

En effet le recrutement par l’administration coloniale et les maisons de commerce d’agents locaux intermédiaires d’avec les populations indigènes, conférait à ces derniers des privilèges, des facilités administratives ainsi qu’un nouveau statut social.

La scolarisation entrainait donc des mutations sociales qui suscitèrent un intérêt et un attrait auprès des colonisés. L’instruction au vu des privilèges nouveaux va donc susciter l’engouement des couches les moins aisées de la société entrainant progressivement une importante demande d’éducation.

Car face au carcan de la tradition et des pesanteurs sociales inhérentes au système des castes, l’école offrait un moyen d’échapper au sort, et de s’élever sur l’échelle sociale. Les nouvelles carrières administratives, les salaires, le prestige du grade dans l’armée, les fonctions électives, vont engendrer des catégories sociales nouvelles inconnues dans la société traditionnelle. Et ce fait contribuera à la naissance d’une perception positive de l’école et à une adhésion accrue à son projet. Prenant ainsi conscience des bénéfices de la scolarisation, la demande d’éducation va progressivement s’accroitre, dans les villes comme dans les campagnes.

## B/ De 1847 à l’indépendance du Sénégal

## Le renforcement de l’expérience et l’expansion sur la zone rurale

En plus du maintien et renforcement des structures précédentes ; l’effort de scolarisation entrepris dans le secteur urbain gagnera progressivement la zone rurale, en suivant l’évolution de l’ouverture des missions[[26]](#footnote-26) dans les localités de l’intérieur du pays.

L’école sera le moyen de faire connaitre le christianisme, et l’ouverture des paroisses[[27]](#footnote-27) allait de pair avec celle des écoles. Sur la petite Cote avec les Pères Spiritains débute l’extension[[28]](#footnote-28) dans le pays, et ainsi à partir de 1849 Ngazobil obtient son école, et Joal en 1860. Le Président Senghor fut plus tard élève dans ces écoles.



Léopold Sédar Senghor, né le 9 octobre 1906 à Joal, au Sénégal et mort le 20 décembre 2001 à Verson, en France, est un poète, écrivain, premier président de la République du Sénégal (1960-1980) ... le jeune Léopold fréquente plus tard la mission catholique de Joal (auprès du père Dubois) où il apprend le catéchisme et les premiers rudiments de la langue française. Senghor commence ses études au Sénégal, d’abord chez les Pères Spiritains à Ngazobil pendant six ans, puis à Dakar au collège-séminaire François Libermann et au cours secondaire de la rue Vincens, qui s’appellera plus tard le lycée Van-Vollenhoven et aujourd’hui lycée Lamine-Guèye.

En 1867 au titre du renforcement :

* Il y aura à Ndar Toute[[29]](#footnote-29) la fondation d’un orphelinat ouvroir par les Sœurs de Cluny
* L’extension des écoles de garçons de Saint louis et de Dakar confiées aux Frères de Ploërmel
* L’ouverture d’un pensionnat et deux orphelinat pour filles par les Sœurs de Cluny[[30]](#footnote-30)

Elles recevront la direction de l’école du Nord construite par Faidherbe, qui deviendra plus le lycée Faidherbe.

Les sœurs de l’Immaculée poursuivront leur progression et s’installeront en 1883 à Rufisque ; elles y seront rejointes en 1888 par les Frères de Ploërmel qui y prennent la direction de l’école laïque en 1890.

En 1893 ouvre l’école de Carabane avec les Pères Spiritains, suivront Thiès en 1900, puis en 1902 Ziguinchor dont la direction sera confiée aux Frères de Ploërmel.

**Cartographie[[31]](#footnote-31) des écoles (14) depuis cette première période :**

1826 Ecole des « filles noires et mulatresses » des Sœurs de St Joseph de Cluny ;1843 Ecole secondaire confié à Abbé Boilat ; 1843 Frères de Ploërmel à Gorée ;1846 début Ecole des Pères Spiritains à Dakar ; 1848 début Ecole des Sœurs de l’Immaculée Conception ;1849 début des Pères Spiritains à Ngazobil ; 1860 début des Pères Spiritains à Joal ; 1867 orphelinat, ouvroir des Sœurs de Saint Joseph de Cluny à Saint louis ; 1882 Frères de Ploërmel à Saint louis ;1883 Ecole des Sœurs de l’Immaculée Conception  à Rufisque ; 1888 Frères de Ploërmel à Rufisque ; 1893 Pères Spiritains à Carabane, transféré à Nyassia en 1962 (Diocèse de Ziguinchor) ; 1900 Pères Spiritains à Thiès ; 1902 Frères de Ploërmel à Ziguinchor.

## La laïcisation[[32]](#footnote-32), frein à l’évolution de l’enseignement privé catholique

C’est l'arrêté du 24 novembre 1903 pris par le gouverneur général Roume[[33]](#footnote-33) qui organisait et laïcisait l'enseignement au Sénégal[[34]](#footnote-34).

Ainsi à partir de 1903, les lois sur la laïcité[[35]](#footnote-35) vont freiner l’expansion de l’enseignement privé catholique et toutes les écoles officielles vont se fermer aux religieux. Les mesures prises à cet effet entraineront le départ de la colonie des Frères de Ploërmel le 1er octobre 1914.

Les religieuses cependant demeurèrent et seront accueillies hébergées par les populations ; elles continuèrent à s’occuper d’orphelinats, d’ouvroirs, de patronage, d’œuvres parascolaires. C’est ainsi à la rue Parchappe à Dakar, les religieuses de Saint Joseph de Cluny procédèrent en 1905 à l’ouverture d’un orphelinat, ou l’instruction était donnée aux jeunes filles et d’une école primaire en 1914 qui sera transférée en 1950 dans locaux de l’établissement sis à la Médina.

## Le renouveau à partir de 1922,

20 ans après la laïcisation, l’enseignement privé catholique sera à nouveau à nouveau autorisé dans la colonie du Sénégal grâce au Gouverneur général Olivier qui leva l’interdiction[[36]](#footnote-36). Et les missions catholiques ne purent que se réjouir de cette faculté d’ouvrir des établissements d’enseignement.

Il y aura sur ce plan deux étapes, de 1922[[37]](#footnote-37) à 1948 puis 1948 à l’indépendance.

En 1922 ouverture alors d’une école primaire des Sœurs de Joseph de Cluny à Saint louis ; 1923 de l’école de Sainte Jeanne d’Arc à Dakar.

Le 3 novembre 1928 ouvre avec les Pères Spiritains l’école Saint Michel de Dakar.

Le 21 janvier 1938 suivra la création de l’Institution Notre Dame par les Sœurs de l’Immaculée Conception à Dakar.

En 1947, avec l’arrivée de Mgr Marcel Lefebvre débute la construction du Cours Sainte Marie de Hann, qui s’ouvrira en novembre 1949 sous la direction des Frères de Ploërmel.

En 1950 arrivent les Frères de Saint Gabriel pour prendre en charge le Cours normal de Thiès que sera chargé de la formation des instituteurs sénégalais des écoles privées catholiques.

En 1954 s’ouvrira l’école Saint Pierre de Grand Dakar confiée en 1961 aux Frères de Saint Gabriel, ils s’implanteront ensuite en zone rurale à Fatick avec la création du Collège du Sine ; 1964 à Thiès avec le collège Saint Gabriel.

En 1959 arrivent les Frères du Sacré Cœur qui prennent en charge le collège de la Cathédrale de Dakar, la direction du collège Saint Michel en 1960, puis celui du collège de la Petite côte à Joal en 1961 ; du collège Pie XII de Kaolack en 1962 ; le collège Sacré Cœur de Ziguinchor en 1960 ; le collège René Coly de Bignona en septembre 1964 ; le centre rural d’Affiniam en 1972.

En 1964 sera créé également l’école primaire de Mont Rolland.

En 1970 le centre de formation agricole de Bambey sera crée.

Et en 1974 le Collège Jean XXIII de Tambacounda.

**Cartographie[[38]](#footnote-38) complémentaire des écoles[[39]](#footnote-39) de cette deuxième période**

1905 orphelinat ouvert à la rue Parchappe par les Sœurs de Saint Joseph de Cluny ;1914 ouverture d’une école primaire par les Sœurs de Saint Joseph de Cluny, transférée en 1950 à Médina.

1922 Ecole primaire des Sœurs de Joseph de Cluny (Diocèse de Saint louis) ;1923 l’école de Sainte Jeanne d’Arc à Dakar des Sœurs de Joseph de Cluny (Diocèse de Dakar) ; 1928 Création d’une petite école primaire rattachée à la paroisse Sacré-Cœur Malenfant (prémisse de St Michel) (Diocèse de Dakar ;1938 création de l’Institution Notre Dame par les Sœurs de l’Immaculée Conception à Dakar (Diocèse de Dakar) ;

1943 Jardin d’enfants des Sœurs de Saint Josep de Cluny (Diocèse de Saint louis) ; 1948 école primaire Saint Charles de Sédhiou[[40]](#footnote-40) ; 1949 Cours Sainte Marie de Hann (Diocèse de Dakar) ; Ecole St Joseph de Mlomp (Diocèse de Ziguinchor ) ; 1951 Saint Sacrement (Diocèse de Ziguinchor ) ;Séminaire Saint louis (Diocèse de Ziguinchor ) ;1952 Ecole Présentation de Marie de Bignona (Diocèse de Ziguinchor ) ; 1954 l’école Saint Pierre de Grand Dakar confiée aux Frères de Saint Gabriel ; Ecole Saint Joseph d’Oussouye (Diocèse de Ziguinchor ) ; 1956 Saint Benoit Néma (Diocèse de Ziguinchor ) ;école Saint Charles de Nancy[[41]](#footnote-41) ; 1958 école Sant Joseph de Vélingara[[42]](#footnote-42)  ;1959 Ecole de la Cathédrale de Ziguinchor[[43]](#footnote-43) (Diocèse de Ziguinchor) ; Collège de Diembéring (Diocèse de Ziguinchor ) 1959 les Frères du Sacré Cœur qui prennent en charge le collège de la Cathédrale de Dakar (Diocèse de Dakar); en 1960 le collège Sacré Cœur de Ziguinchor (Diocèse de Ziguinchor) ; en 1961 collège du Sine Frères de Saint Gabriel (Diocèse de Dakar) ; collège de la Petite côte les Frères du Sacré Cœur à Joal en 1961 (Diocèse de Dakar) ; en 1962 du collège Pie XII de Kaolack les Frères du Sacré Cœur(Diocèse de Kaolack);1964 avec le collège Saint Gabriel à Thiès (Diocèse de Thiès) ; sera créé également l’école primaire de Mont Rolland ; le collège René Coly de Bignona en septembre les Frères du Sacré Cœur( Diocèse de Ziguinchor ; En 1970 le centre de formation agricole de Bambey sera créé.

1972 le centre rural d’Affiniam les Frères du Sacré Cœur (Diocèse de Ziguinchor) ; en 1974 le Collège Jean XXIII de Tambacounda (Diocèse de Tambacounda)

## Panorama des réalisations globales de l’EPC de 1819 à l’indépendance du Sénégal

Au vu de ce qui précède on peut dire que l’action de départ fondatrice de l’EPC a été celle des sœurs de Saint Joseph de Cluny, sur le double secteur de la santé et de l’éducation. Cette action a touché les différents niveaux de l’enseignement tel qu’en atteste les exemples suivants :

* Primaire : école de Saint louis fondée le 15 juillet 1826 par les sœurs Saint Joseph de Cluny ;
* Secondaire : le collège confié aux Abbés Boilat, Moussa et Fridoil en 1843.
* Préscolaire : le jardin d’enfants des sœurs de Saint Joseph de Cluny fondée en 1943
* Professionnel : avec les différents ateliers ouvroirs des sœurs de Saint Joseph de Cluny né du souci de former les filles de façon pratique en broderie, couture, cuisine, en somme toute choses qui devait leur permettre de tenir un ménage, cela à Saint louis, Gorée, Dakar ; et il faut ajouter à cela aussi les sections de formation vers l’apprentissage professionnel : menuiserie, cordonnerie, horlogerie, serrurerie, typographie et reliure (imprimerie) de l’école des Pères Spiritains à Dakar ; également les centre de formation agricoles.

Il est même possible d’y adjoindre le niveau supérieur, avec l’expérience d’allocation des bourses de la Mère Anne Marie Javouhey, permettant d’envoyer des « jeunes noirs » en France, pour y poursuivre les études : exemple des Abbés Boilat, Moussa et Fridoil.

L’action a aussi touché le non formel, dans volonté d’écriture et de traduction des langues locales, base de départ des moyens d’alphabétisation par la voie des langues locales :

* Monseigneur Kobès a rédigé une grammaire, un dictionnaire, un catéchisme en ouolof ;
* Le Père Guérin produit une petite Bible en Ouolof ;
* Le Père Ridu élabore un dictionnaire en sérère du Sine ;
* Monseigneur Lefebvre rédige « Caabi Aljana ».

Cette action première d’implantation des écoles a été ensuite renforcée l’apport des différentes autres congrégations[[44]](#footnote-44).

Le credo de l’appel missionnaire de l’époque fût de contribuer à l’éducation des hommes, de partager les vertus de la Foi catholique.

Et durant cette première période pas moins de 30 écoles auront été implantées, dans un contexte particulièrement difficile, fait d’oppositions, de rigueur du climat, de douleurs, de morts ; pleins de sacrifices qui vont jalonner, sans entamer l’ardeur, puisque l’engagement trouvait sa source dans la Foi évangélique des bâtisseurs.

Aujourd’hui la plupart de ces écoles sont encore existantes et en développement, continuant de former des générations en plus des illustres personnages déjà identifiés.

Cette expérience se soucie très tôt d’associer les filles et les femmes à l’école, pour poser les bases de la promotion féminine.

Cet effort est encore plus à saluer dans son expansion rurale, qui illustre sa dimension d’équité dans l’accès à l’école.

Cette formation en plus des élèves a intéressé également les maîtres, les enseignants qui prendront la place des missionnaires dans les classes.

L’action s’occupera ensuite de les encadrer même dans la défense de leurs droits syndicaux[[45]](#footnote-45). Car l’EPC est partie prenante des lois sociales d’organisation du droit du travail au Sénégal, avec la convention collective des travailleurs de l’enseignement privé.

Dans cette époque également vont débuter les efforts d’organisation et de coordination structurelle de l’EPC, avec la création en 1950 de la Direction Diocésaine de l’Enseignement catholique de Dakar par Monseigneur Lefebvre, et qui fût confié au Père Galopin.

Au total partant de cette revue historique el est avéré que l’EPC a joué plus qu’un rôle important dans la construction de l’école au Sénégal, en complétant ou en suppléant les autorités publiques de la période coloniale.

## II/L'enseignement privé catholique sénégalais dans le contexte post indépendance du Sénégal

Avec l’indépendance[[46]](#footnote-46), la gouvernance du secteur de l’éducation va changer : car la Constitution de la République en son article 16 et 17 pose le principe de la responsabilité première de l’Etat dans la direction de ce secteur, et il s’ensuit donc que :

* Structurellement : il y a la création du ministère de l’Education Nationale et ses structures décentralisées
* Et que matériellement ce Ministère sera en charge de créer les éléments nécessaires à la détermination d’une politique éducative notamment la définition du curricula, de la gestion des ressources humaines et matérielles du secteur.

Mais l’Etat admet aussi constitutionnellement comme moyen d’éducation les institutions et les communautés religieuses, qui sont reconnues aptes à ouvrir des écoles privées avec l’autorisation et sous le contrôle de l’Etat[[47]](#footnote-47). Il est ainsi instauré un partenariat public privé dans le développement de ce secteur.

Dès lors l’EPC dans ce nouveau contexte conservait ses moyens d’action mais devait toutefois opérer des mutations structurelles d’adaptation.

**I**l faut également noter dans cette période du point de vue des populations, la prise de conscience acquise des bénéfices de la scolarisation et conséquemment la demande d’éducation qui va progressivement s’accroitre, dans la ville comme dans les campagnes. Ce n’est plus l’école qui va vers les populations mais l’inverse.

## L’affirmation de la responsabilité de l’Etat par la politique nationale d’éducation

Le moment de l’indépendance, permet de mesurer l’ampleur de l’effort national à consentir pour le développement et la nécessité d’avoir des ressources humaines formées pour y parvenir. Mais déjà pour faire face à ce défi, il fut constaté que le cadre de la gouvernance territoriale, n’était pas encore opérant, d’où l’objectif premier de le restructurer.

## L’organisation territoriale et institutionnelle post indépendance

Ayant bénéficié au départ des acquis infrastructurels et institutionnels de la période coloniale ; le Sénégal choisira d’abord en premier lieu dès l’indépendance de modifier le système colonial d’administration du territoire, pour asseoir une réorganisation administrative[[48]](#footnote-48) plus responsable du destin national des populations sénégalaises.

La politique de l’éducation devait ensuite épouser les contours de cette nouvelle structuration administrative, pour mieux réaliser ses objectifs.

Ainsi donc, par la loi N° 60-15 du 13 janvier 1960, l’organisation coloniale de l’administration territoriale sera modifiée[[49]](#footnote-49). La loi N° 60-15 remplace alors les anciennes structures coloniales dans l’ordre, par des régions, des cercles et des arrondissements administrés respectivement par des gouverneurs de région, des commandants de cercle et des chefs d’arrondissement.

Le gouverneur à cette époque, inspecteur régional de l’Administration avait une fonction d’animation, de contrôle et de coordination. Mais le représentant réel de l’autorité centrale était le commandant de cercle. Le chef d’arrondissement était le représentant du commandant de cercle.

En 1964, le décret N° 64-282 du 3 avril substitue le département et le préfet au cercle et au commandant de cercle. Il donne ensuite au gouverneur une véritable autorité sur le préfet[[50]](#footnote-50).

Avec encore la Réforme de 1972, on passe de l’administration de développement à l’administration de développement et de participation[[51]](#footnote-51).

La loi N° 72-02[[52]](#footnote-52), en effet, divise le territoire de la République en régions. Chaque région est divisée en départements, à l’exception de celle du Cap- Vert qui est dotée d’un statut particulier. Chaque département est divisé en communes d’une part et en arrondissements d’autre part. Chaque arrondissement est divisé en communautés rurales.

La région du Cap-Vert est entièrement communalisée[[53]](#footnote-53) c’est-à-dire que le territoire de la commune de Dakar et celui de la région du Cap-Vert coïncident. C’est le décret N° 72-895 du 21 juillet 1972, qui fixe l’organisation administrative de la région du Cap-Vert. Il divise cette région, non en départements, mais en circonscriptions urbaines.

La constitutionnalisation du principe de libre administration des collectivités locales sera instituée par la (loi constitutionnelle n°94-55 du 15 juin 1994) et les lois décentralisatrices de mars 1996 ont élargi et approfondi la décentralisation qui a promu le rapprochement entre l’administration et les administrés, impulsé le développement communautaire et accru l’efficacité de l’utilisation des ressources publiques. Le désir de responsabiliser pleinement les collectivités locales est traduit par la loi transférant certaines compétences[[54]](#footnote-54) aux régions, aux communes et aux communautés rurales.

**Le découpage structurel de la gouvernance de l’éducation va s’incruster dans le découpage administratif ci-dessus défini, avec le concours des organes nouveaux ci-dessous.**

## Le Ministère de l’Education Nationale (MEN), les inspections d’académie (IA), les IEF (ex IDEN) et leur rôle

Le secteur de l’éducation sera donc porté par cette structuration administrative décrite ci-dessus pour asseoir les bases de sa gouvernance.

Et après plusieurs évolutions la direction du secteur éducatif se présente aujourd’hui ainsi qu’il suit :

* Au niveau central le ministère de l’Education Nationale assure la réalisation de la politique éducative du Sénégal, appuyé en cela par le ministère de l’enseignement technique et de la Formation professionnelle, le ministère de l’Enseignement Supérieur, enfin le ministère en charge de la petite Enfance.
* Au niveau décentralisé, les inspections d’Académie (IA), au nombre de 16 aujourd’hui, sont chargées de coordonner l’action éducative au niveaux des régions ; elles sont relayées au niveau départemental par les inspections départementales de l’éducation nationale (IDEN), qui vont se muer en IEF par le décret n°2012 – 1276, avec de nouvelles compétences définies par ce texte susvisé, et avec un élargissement au-delà du champ de la circonscription départementale.

Dans ses composantes le système éducatif en lui-même se compose du système formel et non formel.

Dans le système formel on distingue plusieurs niveaux : l’éducation préscolaire, l’enseignement élémentaire, l’enseignement moyen et secondaire général, l’enseignement technique et la formation professionnelle, et enfin l’enseignement supérieur.

Le système non formel quant à lui comprend l’alphabétisation, les écoles communautaires de base, « les écoles du 3ème type », et l’éducation spéciale.

Au-delà de la structuration on constatera pour les relever :

* D’abord comme caractéristique de cette période post indépendance, une difficulté réelle de construction d’une politique nationale de l’éducation.
* Mais aussi le choix de l’Etat, de préserver les apports réels des missionnaires religieux catholiques dans l’édification du système éducatif sénégalais.

Il y aura donc une politique d’éducation, de recherche de progrès, mais sans bouleversements des structures héritées du cadre colonial

Enfin il est à noter particulièrement que la détermination de la politique éducative nationale va bénéficier des apports extérieurs tirés des engagements internationaux de l’Etat.

## La direction de la politique nationale de l’éducation et le respect des obligations internationales

En effet l’accès à la souveraineté internationale confère certes à l’Etat la responsabilité de la définition de la politique de l’éducation nationale, mais dans le respect de ses engagements internationaux.

la détermination de la politique éducative de l’Etat va devoir donc s’appuyer sur des objectifs définis à l’échelle supra nationale, en raison des engagements internationaux nés de l’affiliation du Sénégal à des organisations internationales ou à des traités en découlant ; cela faisant que le niveau national s’insère dans ce cadre juridique international[[55]](#footnote-55), fixant des principes pour l’éducation.

Partant de là, il en résulte au niveau des principes que l’éducation est reconnue comme un droit universel pour tout individu et un élément essentiel dans la construction du développement économique et social des nations.

[[56]](#footnote-56)L’accès à une éducation de qualité est ainsi une condition fondamentale pour l’amélioration de la qualité de vie et des capacités des individus ; un levier important pour améliorer la croissance économique de la nation. L’article 26[[57]](#footnote-57) de la Déclaration universelle des droits de l’homme (1948) le rappelle.

L’éducation est ainsi un secteur essentiel d’intervention des États, tel que le rappelle également l’acte constitutif de l’UNESCO (1945) qui met en avant le fait que tous les États s’engagent « à assurer à tous le plein et égal accès à l’éducation ».

Dans la même suite, la Convention sur la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960), la Convention des droits de l’enfant (1989), les conférences mondiales sur l’Éducation de Jomtien (1990) et de Dakar (2000) ainsi que les Objectifs du millénaire pour le développement (2000) sont autant d’engagements pris pour réaffirmer le droit à une éducation de qualité pour tous et la responsabilité de l’État comme garant final de ce droit[[58]](#footnote-58).

Dès lors la détermination de la politique éducative de l’Etat du Sénégal va devoir donc s’appuyer sur ces objectifs définis à l’échelle supra nationale[[59]](#footnote-59).

Des partenaires externes de l’Etat apportent ainsi leur concours à la réflexion et à la redéfinition de la ligne directrice du système éducatif.

Et il est donc ressorti de leur intervention au plan international les recommandations suivantes :

* En 1990, à la conférence de Jomtien, le concept d’éducation pour tous.
* En 1991, les assises du MINEDAF 6 à Dakar, s’appropriant les conclusions de la conférence de Jomtien et les réadaptent au contexte socio-économique.
* En 1998, les assises du MINEDAF 7 tenues à Durban (Afrique du Sud) décide de se mobiliser sur l’idée de « Renaissance Africaine ».

Mais tous les principes dégagés dans ces instruments internationaux doivent s’harmoniser avec le corpus légal interne pour pouvoir s’appliquer à l’échelon national, et s’intégrer dans un cadre opérationnel de gestion et d’execution de la politique définie.

D’où la question de l’adoption des lois d’orientation, moyens de formulation de la politique éducative.

## B/ les lois d’orientation du secteur de l’éducation

## a/ les étapes de base :

L’étape post indépendance fut donc marquée par une recherche d’une ligne directrice, de la politique de l’éducation et également des moyens de sa réalisation. Et après un temps d’évaluation de l’état des lieux et de planification les bases en seront posées.

Après l’état des lieux la plus grande préoccupation sera la consolidation de la politique économique[[60]](#footnote-60), qui fût jugée plus prioritaire. Ensuite le maintien des acquis du passé constituera un socle structurel fondateur de l’enseignement

Toutefois le cout de l’investissement nécessaire sur le secteur de l’éducation au regard des moyens de l’Etat posait avec acuité la question de son financement, la contrainte ensuite de la recherche d’appuis financiers extérieurs, et en conséquence la dépendance s’est imposé vis-à-vis de l’aide extérieure pour le financement de l’éducation, malgré l’apport non négligeable du privé national.

Et au-delà de l’aspect financier il fallait ensuite tracer le cadre juridique d’évolution du secteur.

Cela se fera doublement par la production de textes de lois instaurant d’abord une vision, à savoir les lois d’orientation d’une part ; puis ensuite par l’élaboration d’autres textes d’organisation des interventions du privé dans le secteur éducatif.

**S’agissant de la détermination de la vision deux périodes sont à distinguer, à savoir :**

* **De l’indépendance aux années 1967, période où l’action fût centrée sur la consolidation des acquis du passé, et en 1967[[61]](#footnote-61)** sera prise la première loi organisant le statut de l’enseignement privé au Sénégal : (loi n° 67-51 portant statut de l’enseignement privé).
* **puis de 1967 à 1971[[62]](#footnote-62), période quasiment léthargique, en termes de mesures relatives à l’éducation.**

**C’est en 1971 que la première loi (71- 36) d’orientation de l’éducation du Sénégal sera votée** pour entériner « l’avènement d’une éducation nationale prenant sa source dans les réalités africaines et aspirant à l’épanouissement des valeurs culturelles africaines ».

Ceci illustrait la volonté des autorités publiques de rompre avec le modèle hérité de l’époque coloniale, et aussi de tracer une ligne directrice nouvelle qui devait aider l’enfant à s’enraciner davantage dans son milieu sénégalais et africain.

Cette loi visait l’ensemble des secteurs : éducation formelle, non formelle, formation professionnelle.

**Cependant cette réforme n’engendrera pas les effets escomptés et il s’en suivra la loi 91 22 qui tentera d’opérationnaliser les conclusions des états généraux de l’éducation.**

Cette loi posera l’affirmation que : « l’éducation nationale est placée sous la responsabilité de l’état, qu’elle est laïque, démocratique, sénégalaise, africaine et permanente.

Ensuite surviendra la loi 2004 - 37 modifiant la loi 91 22 et la complétant par la lettre « de politique de secteur de l’éducation », par laquelle se trouve aussi institué le PDEF : le programme décennal de l’éducation et de la formation.

Ce nouveau jalon prend en compte les mutations intervenues précédemment dans le système éducatif.

Comme autre innovation la loi 2004 - 37 instaure aussi la scolarité obligatoire de 6 à 16 ans et la gratuité de l’enseignement au sein des établissements publics.

Des décrets devaient ensuite mettre en œuvre les options d’orientation de cette loi.

Il s’en suivra donc le décret 72 862 du 13 juillet 1972, abrogé ensuite par le décret 79 1165 du 20 décembre 1979 qui fixe l’âge de recrutement, la durée de la scolarité de l’enseignement élémentaire, son objet, sa structuration, ses objectifs et ses programmes.

Il en découlait une approche par les contenus qui va démontrer ses limites et son bilan va entrainer (en 1985) une réorganisation par l’approche par les objectifs.

Par la suite interviendra le décret 2006 768 du 31 juillet 2006 qui instaure la politique nationale de développement intégré de la petite enfance.

## b/ le soutien nécessaire du privé à l’Etat dans l’éducation

Maintenant parallèlement à la détermination de la ligne directrice de scolarisation primaire pour tous les enfants[[63]](#footnote-63), il se révélait que cette visée ne peut potentiellement réussir que par une meilleure association de l’Etat avec le secteur privé[[64]](#footnote-64). Il fallait donc rechercher et définir le cadre d’intervention du privé dans le secteur éducatif.

Le constat fut vite fait que sur ce chantier de l’éducation[[65]](#footnote-65) on ne pouvait aussi aucunement méconnaitre l’histoire passée à savoir reconnaitre l’apport de l’enseignement privé et plus particulièrement catholique.

Car apparu bien avant les écoles publiques, l’enseignement privé particulièrement catholique, a d’abord joué un rôle important pour compléter ou suppléer l’absence d’offre éducative publique durant l’époque coloniale. Ce statut sera reconnu et le cadre de son évolution sera préservé. C’est ainsi que la loi de 1967 susvisé ne sera réformée qu’en 1994.Cette loi sera complétée par le décret 98- 562 fixant les conditions d’ouverture et de contrôle des établissements d’enseignement privés.

## C/Dès lors le nouveau cadre d’évolution de l’EPC dans le secteur éducatif national

Le choix sera fait par l’Etat, d’opter pour une non négation de l’histoire et des apports réels des missionnaires religieux catholiques dans l’édification du système éducatif sénégalais.

Car l’Etat sera conscient de ne pouvoir assumer seul son rôle, et requiert dès lors un appui aux partenaires privés.

Ce choix fait qu’une part importante des acquis d’avant demeurent pour l’enseignement privé catholique et se renforcent, et les résultats de la période précédente de l’implantation vont se consolider.

Il s’ensuit tout de même aussi de nouvelles missions d’éducation, à savoir la formation à la vie citoyenne et d’acteur de développement.

Le cadre de collaboration de l’Etat avec les structures de l’EPC est dès lors fixé, entrainant la nécessité de sa réorganisation interne.

## a/L’EPC : sa réorganisation administrative dans le cadre de la province ecclésiastique du Sénégal

L’enseignement privé catholique après l’indépendance va donc devoir opérer pour sa direction et son fonctionnement administratif sa structuration nouvelle selon celle du clergé national.

Il convient pour bien comprendre la situation de faire un rappel historique sur cette structuration du clergé national. Cette structuration va naitre d’une série de subdivisions ci-dessous relatées.

1. **Dates historiques fondamentales : La création des diocèses,**

En effet l’administration ecclésiastique du Sénégal, le constitue en une Province Ecclésiastique cela après plusieurs découpages territoriaux[[66]](#footnote-66) du *vicariat apostolique de Sénégambie (qui existe depuis 1846)*.

Ce vicariat intègre également depuis 1873 la Préfecture apostolique de Saint louis créée depuis1779[[67]](#footnote-67).

Elle obtiendra sa forme coïncidant avec les frontières actuelles du Sénégal à la suite encore d’un nouveau découpage le séparant de la Guinée et de la Gambie[[68]](#footnote-68).

Enfin sur ce nouveau territoire interviendra une autre série de subdivisions configurant les diocèses[[69]](#footnote-69) actuels du pays.

Ainsi donc la Province ecclésiastique du Sénégal compte 7 Diocèses confiés à des Evêques, avec un siège métropolitain gouverné par l’Archevêque de Dakar, à savoir par date de création :

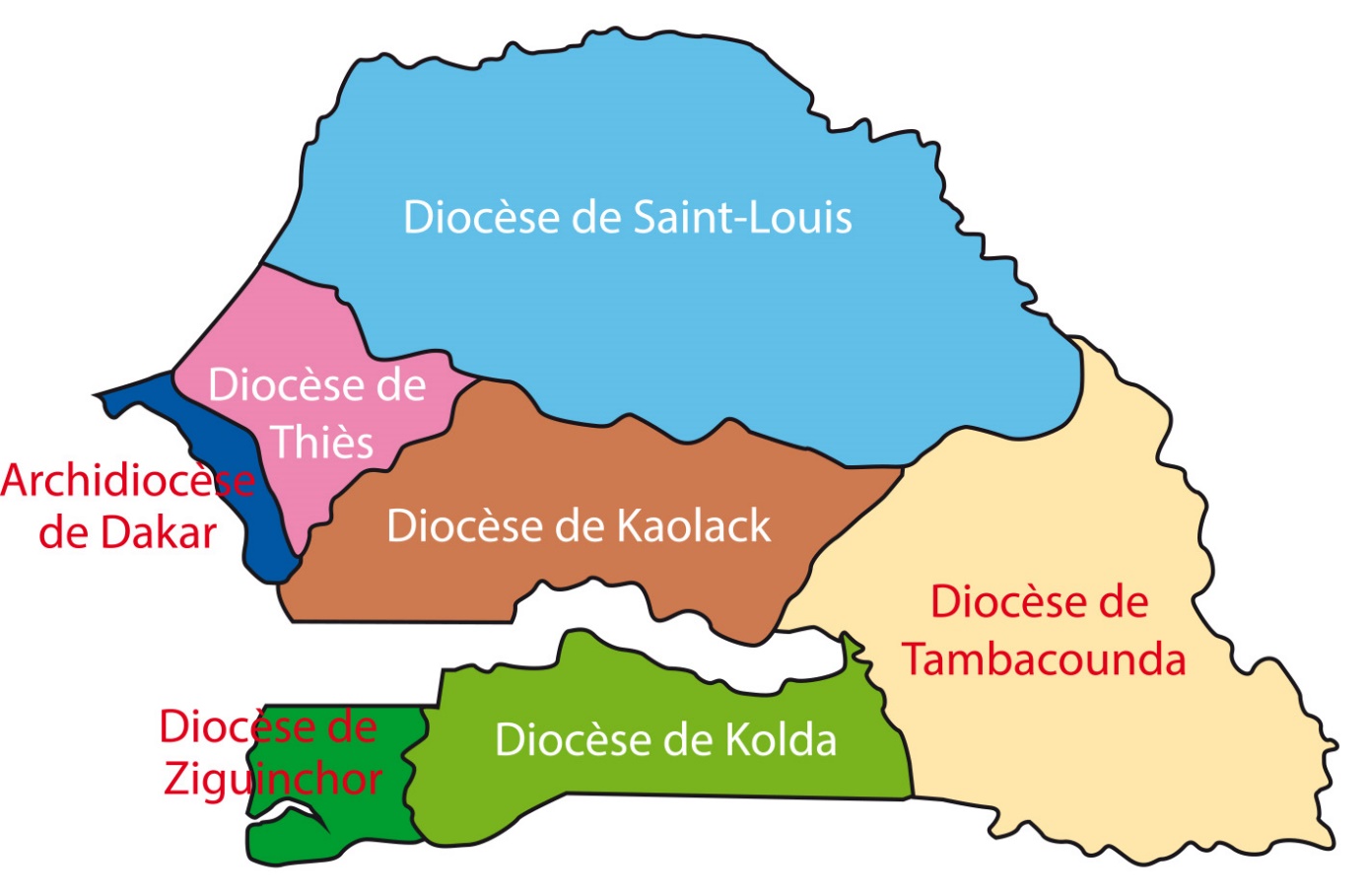
* L’Archidiocèse de Dakar (14 septembre 1955) sous la direction aujourd’hui de Monseigneur Benjamin Ndiaye ;
* Le Diocèse de Ziguinchor (14 septembre 1955) sous la direction de Monseigneur Paul Abel Mamba ;
* Le Diocèse de Saint louis (15 février 1966), sous la direction de Monseigneur Ernest Sambou ;
* Le Diocèse de Thiès (6 février 1969), sous la direction de Monseigneur André Guèye ;
* Le Diocèse de Kaolack (17 avril 1989), sous la direction de Monseigneur Martin Boucar Tine ;
* Le Diocèse de Tambacounda (13 aout 1970), sous la direction de Monseigneur Jean Pierre Bassène (Administrateur apostolique).
* Le Diocèse de Kolda (22 décembre 1999) sous la direction de Monseigneur Jean Pierre Bassène.

Cette identification des diocèses est importante, puisque le diocèse constitue l’unité territoriale d’administration de l’EPC.

**Répartition des Régions et départements dans les Diocèses :**

Le tableau suivant configure l’étendue des régions administratives à l’intérieur, tout en y ajoutant les zones de compétences des IA correspondantes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Diocèses du Sénégal | Régions administratives et Départements couverts et correspondantes | Inspection d’Académie compétentes |
| Dakar | Il comprend la Région de Dakar, + le département de Mbour, et département de Fatick | IA Dakar,  IA Thiès, (IEF Mbour)  IA Fatick |
| Thiès | Il comprend les 2 Thiès et Tivaouane (Région de Thiès) et les 2 départements de Diourbel et Bambey (Région de Diourbel) | IA Thiès  IA Diourbel |
| Saint louis | couvre les trois régions de [Saint-Louis](https://fr.wikipedia.org/wiki/Saint-Louis_(r%C3%A9gion)), [Matam](https://fr.wikipedia.org/wiki/Matam_(r%C3%A9gion)) et [Louga](https://fr.wikipedia.org/wiki/Louga_(r%C3%A9gion)) avec tous leurs départements | IA Saint louis  IA Matam  IA Louga |
| Kaolack | Il comprend 2 Régions Kaolack et Kafrine avec tous leurs départements + 2 départements de la Région de Fatick (Foundiougne et Gossas) | IA Kaolack  IA Kafrine  IA Fatick |
| Tambacounda | Il comprend 2 Régions Tambacounda et Kédougou avec tous leurs départements | IA Tambacounda  IA Kédougou |
| Ziguinchor | Il comprend les départements Ziguinchor, Bignona et Oussouye | IA Ziguinchor |
| Kolda | Il comprend 2 régions Kolda et Sédhiou | IA Kolda  IA Sédhiou |



Ce découpage commande la gouvernance territoriale des écoles installées sur chaque territoire diocésain.

Il en découlera la gestion des écoles par chaque diocèse, et en conséquence la nécessité d’une direction diocésaine de l’enseignement.

Et à l’échelle nationale celle d’une direction nationale de l’enseignement privé catholique.

## Les types d’écoles dans l’EPC : la distinction écoles diocésaines et ecoles de congrégations

Les différentes écoles installées sur un territoire diocésain ont une maîtrise d’œuvre différente qui est diocésaine (lorsque l’école appartient au diocèse) ou congrégationniste (lorsque l’école appartient à une congrégation), cela étant déterminé en fonction du créateur d’origine. C’est la tutelle diocésaine ou congrégationniste[[70]](#footnote-70) qui nomme le chef d’établissement, qui définit un projet d’établissement animé par la communauté éducative mettant en œuvre, les actions pédagogiques, sociales et pastorales.

Mais en tout état de cause, la création de l’école est autorisée préalablement par l’Etat dont l’EPC est partenaire.

Et ainsi l’EPC participe ainsi au service public d’éducation, suit les programmes officiels de l’Education Nationale et prépare aux examens publics.

Mais l’EPC demeure toutefois une institution de l’Eglise catholique et pour cela dispense l’enseignement dans le respect des valeurs de sa Foi catholique.

Dans cette configuration et pour assurer sa coordination, l’EPC devait asseoir son cadre structurel de fonctionnement.

## b/ Les premières étapes de la structuration de l’EPC en (DINEC puis ONECS):

## La Direction Nationale de l’enseignement privé catholique (DINEC)

La Direction diocésaine de Dakar a fait office de direction nationale de l’Enseignement privé catholique et de déclarant responsable de toutes les écoles auprès des autorités de 1950 à 1970. Elle fût alors confiée jusqu’à cette date au Père Galopin.

Ensuite en 1970 la Direction diocésaine de Dakar dans sa mission nationale va être supplée par la DINEC qui alors fédère et coordonne les directions diocésaines de l’enseignement privés catholiques.

La DINEC va se muer en Secrétariat national de l’enseignement privé catholique en 1976 et ensuite en ONECS en 2003.

A l’instar de l’Archidiocèse de Dakar les autres diocèses se sont ainsi dotées au fur et à mesure de leur création de direction diocésaine de l’enseignement

Rappel sur la naissance des différentes directions diocésaines du Sénégal :

* + La direction diocésaine de Dakar : est créée en 1955 à l’initiative de Mgr Marcel Lefèvre Archevêque de Dakar et confié au Père Galopin[[71]](#footnote-71) qui assurait déjà la direction du collège Saint Michel.
  + La direction diocésaine de Ziguinchor[[72]](#footnote-72) :vers 1936 date d’existence et directeurs
  + La direction diocésaine de Thiès[[73]](#footnote-73) : en octobre 1969
  + La direction diocésaine de Kaolack : date d’existence et directeurs
  + La direction diocésaine de saint louis : sera créé dans l’année 1970[[74]](#footnote-74).
  + La direction diocésaine de Tambacounda : sera créée dans l’année 1970[[75]](#footnote-75) avec l’érection de la Préfecture apostolique de de Tambacounda ; elle dépendait avant 1970 du Diocèse de Kaolack.
  + La direction diocésaine de Kolda[[76]](#footnote-76) : a été créée en octobre 2001.

**Compétence de la Direction Diocésaine de l’Enseignement privé catholique :**

Le Directeur est le Déclarant responsable, des écoles situées sur son diocèse, il pourvoit en fidélité aux orientations de l’Evêque qui l’a nommé, à toutes les dispositions nécessaires au fonctionnement de l’EPC. Il nomme les chefs d’établissement relevant de la tutelle diocésaine. Il reconnait le rôle de coordination et de représentation le liant au Secrétaire National de l’ONECS.

## L’ONECS[[77]](#footnote-77) (2003/2008))

L’ONECS nait de la volonté d’une meilleure organisation structurelle de l’EPC face à la croissance du nombre des établissements, pour assurer la coordination d’ensemble, l’harmonisation de la Pastorale scolaire et faciliter la collaboration avec les services publics.

## La structuration actuelle

A partir de 2003 l’EPC s’est constitué en association dénommé ONECS avec l’objet de développer l’enseignement privé catholique dans le cadre de l’éducation formelle et non formelle. A ce titre la visée sera :

* D’améliorer la qualité de l’offre éducative ;
* De participer à la mission de l’Eglise, à travers le projet éducatif d’inspiration catholique ;
* De promouvoir des recherches sur l’apport spécifique de l’EPC sur le champ éducatif ;
* De favoriser la création de communautés éducatives fondée sur l’action solidaire et responsable, le progrès scolaire, éducatif et culturel dans l’esprit évangélique, avec l’attention spéciale sur les déshérités, dans le respect des consciences et de la confiance reçue ;
* De créer et développer les liens d’entraide et de solidarité active entre les membres ;
* De servir de réseau de communication et d’échanges entre les membres ;
* De collaborer avec les institutions de l’Eglise universelle, et les organisations chrétiennes internationales d’enseignement ;
* De défendre et promouvoir l’exercice de la liberté d’enseignement selon la justice distributive en favorisant la reconnaissance mutuelle et le partenariat avec l’Etat du Sénégal.

Les membres de l’ONECS sont :

* Les Evêques des 7 diocèses du Sénégal, membres de droit ;
* Les Congrégations enseignantes établies au Sénégal et propriétaires d’établissements d’enseignement, qui sont membres adhérents.
* Les Congrégations enseignantes établies au Sénégal non propriétaires d’établissements d’enseignement, mais qui disposent d’un personnel enseignant ; qui sont membres associées.

La direction exécutive de l’ONECS et sa représentation civile s’exerce par le canal d’une part du Président du bureau qui doit être le membre de droit Evêque Président de la commission de l’EPC dans la Conférence Episcopale de la province ecclésiastique du Sénégal d’une part, et d’autre part le Secrétariat national placé sous l’autorité du bureau.

Ainsi le Secrétaire national peut recevoir délégation de la fonction de représentation civile de l’association de la part du Président du bureau.

A ce titre il reçoit par délégation l’aptitude à agir comme responsable de l’EPC auprès des Autorités centrales publiques de l’Etat.

L’ONECS organe d’action de l’Eglise dans le secteur éducatif, est ainsi en lien étroit et directif avec la hiérarchie du clergé catholique.

Au regard du partenariat avec l’Etat, sa relation est parfaitement définie par la représentation exercée par le Président du bureau et par délégation par l’action du Secrétaire national.

Cette délégation de représentation se trouve conférée à l’échelle décentralisée des diocèses aux directeurs des ODEC, ce auprès des IA et IEF.

Les ODEC constituent à l’échelle diocésaine, la structure décentralisée de l’ONECS. Il en existe 7 à la tête de chaque diocèse.

* **Organigramme de l’ONECS : voir ci-dessous :**

BUREAU

SECRETARIAT NATIONAL

7 ODEC

COMITE NATIONAL CONSULTATIF

COMITE DIRECTEUR

7 COMITE DE GESTION ODEC

ASSEMBLEE GENERALE

* + - **Les statistiques :**

Aujourd’hui au point de vue statistiques on compte dans l’EPC au Sénégal :

* 260 établissements d’enseignements ; répartis dans tout le pays.
* 106 307 élèves : dont 54 740 filles et 51 567 garçons
* 3 653 enseignants.
* 1265 membres du personnel administratif et de service.
  + **Contenu de l’offre de service des différentes structures de l’éducation catholiques :**

Les établissements d’enseignement sont actifs sur les différents ordres :

Au niveau formel :

* Au primaire :
* Au secondaire
* Au niveau supérieur
* Au niveau professionnel

Au niveau non formel

* + - * Acquis : réussites et réalisations obtenues : Voir Annexe
      * Les options de formations du personnel (défis et attentes en formations)

**Cartographie[[78]](#footnote-78) des écoles de la période post indépendance.**

1960 Ecole primaire Saint Joseph[[79]](#footnote-79) (Diocèse de Tambacounda) ; 1961 Collège Jean XXIII[[80]](#footnote-80) (Diocèse de Tambacounda) ;1962 Collège Sacré Cœur (Diocèse de Ziguinchor ) ; 1963 Ecole primaire de la mission catholique de Kédougou[[81]](#footnote-81) (Diocèse de Tambacounda) ; 1967 Ecole Notre Dame de Lourdes[[82]](#footnote-82) (Diocèse de Saint louis) ; 1969 Collège Joseph Faye d’Oussouye(Diocèse de Ziguinchor )

 ; 1971 Collège St Charles Lwanga (Diocèse de Ziguinchor ) ;  1973 Collège de Djifangor (Diocèse de Ziguinchor ) ;  1976 Garderie d’enfants de Aloys Kobès[[83]](#footnote-83) (Diocèse de Tambacounda) ;1977 Ecole privée catholique de Lyndiane (Diocèse de Ziguinchor ) ; école St Maur de Tanaf  ; 1981 Centre de Formation Professionnelle Don Bosco[[84]](#footnote-84) (Diocèse de Tambacounda) ;1985 Ecole Sœur Marie Paule Sagna (Diocèse de Ziguinchor ) ; 1988 Ecole préscolaire Marie Rivier[[85]](#footnote-85) (Diocèse de Saint louis) ;1992 collège St de Sédhiou(Diocèse de Kolda) ; 1996 Collège de Lyndiane (Diocèse de Ziguinchor ) ; 1999 collège Jean Paul II de Vélingara[[86]](#footnote-86) (Diocèse de Kolda) ; ;2006 collège St Benoit de Kolda (Diocèse de Kolda) ;2013 école Saint Jean et Benoit de de Bandiandiang  (Diocèse de Kolda) ; 2015 Collège Mgr Prosper Dodds (Diocèse de Ziguinchor) ;2016 Collège technologique (Diocèse de Ziguinchor ) ; 2017 Ecole St Eugène de Mazenod ; Ecole Padre Luigi de Cabrousse ; Ecole St Thomas d’Aquin de Bignona ; Saint Joseph Casalans –Annexe Collège Joseph Faye - situé à Mlomp (Diocèse de Ziguinchor )

## Deuxième partie : la vie contemporaine de l'ONECS et ses perspectives d’avenir

Partant de la conviction admise et partagée avec la communauté internationale, du rôle déterminant de l’éducation et de la formation comme levier essentiel du développement, le Sénégal a résolument décidé d’améliorer son système éducatif.

A ce titre les Etats généraux de l’éducation (1981), l’élaboration de programmes comme celui du développement des ressources humaines du secteur de l’éducation (PDRH2 1994 -1998), puis du PDEF (2000- 2011) et présentement du PAQUET-EF ; constituent des réponses nationales au titre de cet engagement s’appuyant sur l’ambition de disposer d’une ressource humaine de qualité, grâce à un système éducatif performant.

Ces objectifs stratégiques, au travers d’abord du PDEF, ensuite du PAQUET-EF, étudiés dans les développements conduisent vers l’atteinte de ce résultat.

Cependant la mise en œuvre de ces politiques influe forcément sur l’état du partenariat du privé avec l’Etat, en conséquence l’EPC, et son cadre de gouvernance qu’est l’ONECS est forcément en devoir de contribuer aux mutations internes attendues du secteur éducatif, par la compréhension des enjeux et l’insertion de son action dans la dynamique d’ensemble ; tout cela sans perdre les fondements constitutifs de son être et son action.

## I/Contexte politique économique sociale de la gestion de l’éducation au Sénégal depuis 2001 :

**A/ Présentation des programmes de direction du système de l’éducation du Sénégal, Enjeux et défis.**

Jusqu’à aujourd’hui le secteur de l’éducation n’a pas encore atteint son niveau de performance attendue, elle évolue certes et la politique éducative du Sénégal est dans est bâtie sur les recommandations des conférences internationales[[87]](#footnote-87) mais également nationales. Le PDEF est une de ces facettes ; en quoi consiste-t-il ?

## Le PDEF

Au niveau national il intègre les diverses évolutions entamées depuis 1967 et qui se sont traduites finalement en 1999 sous la forme d’un plan décennal de l’éducation et de la formation (PDEF, 2001 - 2011). Dans la politique éducative qu’il met en œuvre il poursuit également la réalisation des OMD (notamment l’objectif 2).

## Les Objectifs du PDEF

Le PDEF part du constat des écueils du système éducatif, à savoir la faiblesse des moyens (financiers, humains, et matériels) d’une part ; mais l’état d’inefficacité du système et son inefficience.

Pour pallier à ces insuffisances le PDEF met en œuvre des orientations fondées sur la détermination d’objectifs à atteindre.

Ainsi les objectifs identifiés sont les suivants :

* L’amélioration de la gestion du secteur en tenant compte de la décentralisation et d’une meilleure prise en charge des besoins et spécificités de la base.
* La démocratisation de l’éducation préscolaire par une extension du réseau d’écoles maternelles aux profit des populations déshéritées notamment celles des zones semi urbaine et rurale.
* L’élargissement de l’accès à l’enseignement élémentaire pour atteindre la scolarisation universelle en mettant en place un programme cohérent de construction de salles de classe et de recrutement de maîtres. Il est recommandé de veiller à une formation de qualité des enseignants et à une politique d’édition de manuels répondant aux préoccupations des élèves et des maitres.
* L’amélioration de la qualité de l’enseignement moyen et secondaire ainsi que des capacités de gestion des établissements.
* La rentabilisation optimale des structures de l’enseignement technique et de la formation professionnelle par le recours au développement de l’apprentissage, à l’introduction de filières porteuses et à l’expérimentation de nouvelles formes de concertation et de partenariat avec les entreprises.
* L’adaptation de l’enseignement supérieur au besoins du marché du travail par le renforcement de la recherche scientifique et technique.
* La réduction du taux d’analphabétisme à travers une démarche usant des modules alternatifs d’éducation non formelle et à la promotion des langues nationales.
* L’extension de l’utilisation des nouvelles technologies de l’information et de la communication pour améliorer la gestion et renforcer la qualité de l’enseignement à tous les niveaux.

Ce programme pour sa mise en oeuvre bénéficie de l’appui de partenaires de l’Etat[[88]](#footnote-88).

Pour sa coordination des organes centraux et décentralisés dirigent son action à savoir :

* Au niveau central : le CONSEF[[89]](#footnote-89), il est chargé de l’orientation politique, de la validation des orientations et arbitrages nécessaires dans la mise en œuvre du PDEF ; ensuite du CNCS[[90]](#footnote-90), il donne l’impulsion, la coordination et le suivi du PDEF.
* Au niveau décentralisé : il décompose en sous niveau régional, départemental, et communal/communauté rural.

Au niveau régional, le CRCS est l’instance locale de coordination, il regroupe l’IA, les représentants des services déconcentrés des ministères, les partenaires sociaux, les ONGs et la société civile.

Au niveau départemental, le CDCS est l’instance de coordination et à la même qualité de membres qu’à l’échelon régional.

Au niveau de la commune/communauté rurale le CLE[[91]](#footnote-91) assure la concertation, l’orientation et le pilotage, des plans locaux de développement de l’éducation (PLDE) et des projets d’école et d’établissement.

Enfin dans chaque école, et chaque établissement scolaire et de formation, doit être institué un comité de gestion chargé d’élaborer, réaliser et évaluer le projet d’école ou d’établissement, et réunissant les enseignants de l’école, les parents d’élèves, les élèves, les partenaires.

Il découle de cette revue le constat d’un système éducatif très hiérarchisé, avec différents niveaux de prise de décisions d’une part, d’autre part l’influence présente des partenaires techniques et financiers internationaux de l’Etat en appui à la mise en œuvre du PDEF.

Dans sa mise en œuvre le PDEF s’articule sur 9 types de formations graduelles :

* L’éducation préscolaire[[92]](#footnote-92) : elle accueille les enfants en bas âge de 3 à 5 ans.
* L’enseignement élémentaire[[93]](#footnote-93) :il reçoit les élèves de 5 à 12 ans et les initie aux connaissances de base.
* L’enseignement moyen général : c’est une filière de prolongement de l’enseignement élémentaire, représentant 20% des effectifs.
* L’enseignement secondaire général :il comprend les 3 années constituées par le niveau de seconde, première, puis terminale. Ses effectifs représentent 40 % des sortants de l’enseignement moyen. Il offre 2 séries d’études (littéraire et scientifique) comportant chacune 2 options. Ces études sont sanctionnées par le Baccalauréat.
* L’enseignement technique et la formation professionnelle :il est dispensé dans les lycées techniques et les écoles de formation professionnelle.
* L’enseignement supérieur :il reçoit les élèves titulaires du Baccalauréat, et dispense ses programmes dans les universités et instituts de formation dans des domaines de savoirs très diversifiés, avec délivrance des diplômes les plus élevés. Ses structures sont en partenariat avec leur alter ego européens ou américains et leurs étudiants viennent d’Afrique et du monde.

Toutes ces structures forment la structure formelle du système éducatif ; il s’y ajoute la structure non formelle avec les composantes suivantes :

* L’alphabétisation fonctionnelle[[94]](#footnote-94) : Elle lutte contre l’illettrisme, donne des connaissances pour l’exercice de sa profession et prend en charge les personnes de plus de 15 ans, qui n’ont pas eu accès à l’école ou en sorti très tôt sans les acquisitions de base.
* Les écoles communautaires de base : Elles prennent en charge les enfants âgés de 9 à 14 ans non scolarisés ou déscolarisés très tôt, en leur donnant un cycle complet d’éducation de base à dominante pratique et préprofessionnalisante en langues nationales ou en français, pour une durée de 4 ans.
* Les écoles de 3eme type : ce sont des écoles hors normes, dont celle de la rue, tenus par des organismes non formels et non standardisés, et que le système doit s’efforcer d’accompagner.
* Et l’éducation spéciale : Elle prend en charge les enfants frappés de toutes sortes d’handicaps qui les empêchent de pouvoir évoluer correctement dans le système classique et devant pour cette raison bénéficier d’un accompagnement spécialisé. Ils doivent bénéficier dans cette prise en charge, des soins ainsi de l’enseignement académique et de tout ce qui est nécessaire pour leur intégration dans la société.

## Bilan d’évaluation du PDEF et nouvelles perspectives

Par un exercice de planification stratégique aux termes du programme du PDEF, il a été procédé à un état des lieux bilan des acquis du secteur. Il en a résulté les constats suivants :

* La mise en œuvre du PDEF a permis un afflux important de ressources publiques vers le système éducatif, ce qui fait que ce système, n’est pas en situation de sous financement.
* Les indicateurs de progrès du secteur ont évolué positivement

Toutefois se pose la question des infrastructures pour améliorer les conditions d’accueil dont les déficiences jouent sur la qualité de l’enseignement dispensée. Egalement malgré l’amélioration les compétences de base (lecture, calcul) dans certains niveaux restent en sous acquisition.

* L’offre d’éducation n’est pas en adéquation avec la demande au niveau global, comme au niveau sectoriel (attentes non satisfaites du tissu économique, exemple diplômés de l’enseignement supérieur non compétitifs,)

Il a donc résulté de tout cela un besoin de réorientation et une nécessité d’installer dans le secteur de l’éducation une gestion axée sur les résultats, avec un pilotage qui exige une plus grande responsabilisation et un devoir de reddition des comptes.

C’est de l’analyse de toutes les contraintes que découlera les orientations nouvelles portées par le nouveau Programme d’Amélioration de la Qualité, de l’Équité et de la Transparence du secteur de l’Éducation et de la Formation (PAQUET-EF).

Ainsi, dans la continuité de la réforme du système éducatif mise en œuvre à travers le Programme décennal de l’Éducation et de la Formation (PDEF) qui vient de s’achever, le Gouvernement du Sénégal vient ainsi de formuler une nouvelle Lettre de Politique générale pour le secteur de l’Éducation et la Formation, couvrant la période 2012-2025.

## Le PAQUET-EF

## Ses objectifs

À travers cette politique, il est visé d’approfondir et consolider les acquis de la décennie précédente, mais aussi à réajuster les options éducatives par l’articulation de ce programme aux dynamiques observées au plan national et international.

Les objectifs nouveaux à atteindre sont ainsi formulés :

* Faire de l’école un lieu de socialisation de citoyenneté et d’excellence
* Apporter une réponse appropriée à la demande d’éducation et de formation attendue par les populations.
* La mise en œuvre d’une éducation de base de 10 ans.
* La volonté de faire de l’amélioration de la qualité, le pivot de management du système éducatif.

« [[95]](#footnote-95)Le Programme d’Amélioration de la Qualité, de l’Équité et de la Transparence du secteur de l’Éducation et de la Formation (PAQUET-EF) constitue le cadre d’opérationnalisation de la politique éducative pour la période 2012-2025.

À cet égard, la politique éducative a intégré les objectifs poursuivis à travers, l’Éducation pour tous (EPT), les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la Stratégie nationale de Développement économique et social (SNDES), qui visent entre autres, la réalisation d’une scolarisation primaire universelle, un accès équitable entre filles et garçons, la réduction de la pauvreté, la formation qualifiante des jeunes et des adultes, etc.

En outre, conformément à la loi N° 2004-37 du 3 décembre 2004 qui stipule l’obligation scolaire pour tous les enfants âgés de 7 à 16 ans, le Gouvernement s’est engagé à assurer, d’ici à 2025, une éducation de base de qualité pour tous, partout, afin que chacun puisse se réaliser pleinement et apporter sa contribution à la construction de la société.

Par ailleurs, l’amélioration de la qualité du service éducatif et le renforcement du processus de décentralisation et de déconcentration de la gestion de l’éducation constituent, sur le plan stratégique, les options majeures de développement du secteur de l’Éducation et de la Formation.

Après avoir dressé le contexte d’élaboration et les orientations politiques de ce programme pour l’horizon 2025, il est dégagé les principales stratégies de développement des sous-secteurs, les initiatives en matière de gouvernance de l’Éducation et de la Formation, les politiques transversales, le cadre institutionnel de mise en œuvre et le dispositif de suivi-évaluation. »

## Rôle du privé, notamment privé catholique dans ce cadre d’évolution

La vision du gouvernement du Sénégal en matière d’éducation et de formation est donc aujourd’hui la suivante : ‘’Un système d’Éducation et de Formation équitable, efficace, efficient, conforme aux exigences du développement économique et social, plus engagé dans la prise en charge des exclus, et fondé sur une gouvernance inclusive, une responsabilisation plus accrue des Collectivités locales et des acteurs à la base ».

En conséquence pour que l’éducation et la formation soient un réel vecteur de développement, elles doivent être appréhendées dans leurs dimensions à la fois individuelle et collective.

Ainsi l’approche par les droits humains est forcément pertinente pour rendre compte de la multi dimensionnalité du droit à l’éducation.

L’Etat a donc défini une vision centrée sur une école formatrice et engagée dans la construction d’un citoyen accompli et acteur du développement intégral du pays.

Au regard des développements qui précèdent, L’EPC est placé dans un nouveau périmètre d’action défini par l’autorité publique et doit s’y adapter :

* Au niveau des objectifs visés
* Au niveau de la formation des ressources humaines
* Au niveau de l’évolution globale du secteur éducatif.

Tous ces facteurs ne peuvent aujourd’hui être ignorés et impliquent une nouvelle dynamique de fonctionnement de la part de l’EPC.

## Les attentes sur l’action de l’EPC relativement aux programmes (PDEF-PAQUET-EF)

[[96]](#footnote-96)L’évaluation du PDEF a révélé les avancées importantes dans l’accès au service éducatif dans tous les ordres d’enseignement, et aussi le rôle que les structures privées d’enseignement ont apporté comme contribution significative à ce bilan positif.

Mais en et au-delà de la contribution sur l’expansion de la scolarisation dans tous les niveaux, le secteur privé a contribué à la qualité du service éducatif. En effet le PASEC (2010), a démontré que les élèves du privé obtiennent de meilleur score que les élèves du public, qu’en plus les écoles privées renforcent la qualité par l’homogénéité du niveau.

En outre on note dans l’EPC, une promotion des valeurs (morale, discipline, solidarité...etc.).

Ainsi l’analyse des résultats de l’EPC montre que cette offre s’impose comme un des meilleurs modèles éducatifs formel disponible. Son efficacité résultant des atouts suivants : sélectivité ; qualité du matériel pédagogique, organisation, rigueur et discipline des acteurs.

Il s’ensuit que les résultats aux examens enregistrés dans les écoles de l’EPC sont largement au-dessus de la moyenne nationale.

Aussi partant de l’option de libéralisation du secteur, et du souci de sa qualité que promeuvent les programmes successifs d’éducation (PDEF – PAQUET-EF), une telle offre est salutaire pour le Sénégal.

**L’exigence dès lors d’un renforcement[[97]](#footnote-97) du partenariat de l’Etat avec l’EPC se justifie pleinement.**

Sur la foi d’ailleurs du Rapport Etude sur la faisabilité d’un appui aux établissements privés (2008, Cabinet PROMAN), il est démontré que les ressources de ces établissements proviennent pour 91,6% des montants acquittés par les familles, les subventions de l’Etat ne représentent que 2% de leurs avoirs, le reste provenant de la vente d’objets et de dons.

Il devient donc nécessaire au vu des résultats de l’EPC de repenser et moderniser le partenariat avec l’Etat.

En effet l’EPC rencontre plusieurs contraintes qui freinent son développement :

* L’impossibilité d’appliquer la vérité des prix en raison de la pauvreté des ménages, ce qui empêche d’obtenir des recettes pouvant assurer les dépenses à la hauteur des charges de gestion.
* L’insuffisance de la subvention de l’Etat, alors que les charges sont croissantes.
* L’absence d’appuis des collectivités locales.
* L’obligation de payer le personnel permanent pendant 12 mois, alors que les frais scolaires ne couvrent que 8 à 9 mois.
* La lourdeur des obligations fiscales

Au regard de toutes ces difficultés financières qui limitent les capacités et les performances, il convient de rechercher des solutions innovantes d’appuis dans ce partenariat.

On peut à cet effet proposer plusieurs formes tel qu’elles résultent du Rapport des Assises nationales sur l’éducation ; à savoir :

* La mise en place de contrats d’objectifs entre l’Etat et son partenaire, assorties de subventions spécifiques dont l’allocation et le montant dépendront des critères définis entre les parties.
* L’allègement de la fiscalité.
* La création d’un fonds d’appui pour les structures privées du secteur de l’éducation.
* L’appui à la formation initiale et continue des enseignants de l’EPC.
* Le soutien sur le matériel pédagogique
* Soutien sur les écoles de l’espace rural
* Facilitation de l’accès au foncier.

Tous ces développements attestent encore pour l’EPC de la nécessité de faire face à des défis sur l’évolution dans le secteur éducatif.

## II/ défis et perspectives pour l’ONECS dans le contexte national actuel

Au vu de la nouvelle configuration du secteur éducatif et des objectifs actuellement tracés au titre de la politique économique globale du pays.

Il devient aussi impératif pour l’EPC et son évolution de se tracer une nouvelle vision stratégique d’action née d’une analyse complète de son nouveau contexte et faisant ressortir ses forces, ses faiblesses, ses risques, et ses opportunités d’évolution.

Cette réflexion implique de résoudre le défi organisationnel et stratégique.

## /le défi organisationnel et stratégique

En effet la dynamique de la période d’implantation (1819 -1923) ; puis de la croissance (1923- 1960) ne peut plus être le moteur de son évolution actuelle, pour conduire sa phase de développement.

Une nouvelle dynamique doit asseoir, cette période contemporaine nouvelle, avec une forte dose de capacités managériales modernes, basée sur une vision claire des objectifs à atteindre et de la recherche des ressources humaines et matérielles capables de conduire les mutations indispensables à son développement.

Autant il fut clair le sens de l’appel missionnaire de l’époque de l’implantation[[98]](#footnote-98) (1819 -1923) et de la croissance (1923- 1960), autant il doit être réfléchi et clarifié la ligne directrice qui est compatible à l’époque actuelle du développement (1960 à nos jours), pour asseoir les bases de ce développement.

Après les acquis de la contribution à l’éducation des hommes qui fût le credo de la période de l’implantation, cette nouvelle vision à définir doit faire jouer à l’EPC un rôle moteur nouveau dans la construction nationale en cours.

Il urge donc d’avoir une bonne compréhension des enjeux, et de la contexture nouvelle du pays au plan économique et sociale (politiques sectorielles en cours), et d’agir en prospective pour s’engager à contribuer plus encore à l’édification du profil du citoyen nouveau, à la capacitation de l’agent économique de développement en besoin, et cela par les réponses d’éducation adéquates à mettre en œuvre pour contribuer à son émergence sur le marché de la production.

C’est un travail de mutation interne sur la méthodologie qui devra donc s’amorcer, lequel travail devra agir sur le bénéficiaire direct de l’action l’élève ; et sur toute la communauté éducative qui l’accompagne à savoir : ses enseignants, parents et son école comme structure d’accueil.

Il est vrai que depuis 2003 ce chantier a débuté pour l’EPC. Il affirme dans ses statuts, l’objectif d’améliorer la qualité de l’offre éducative avec sa mutation structurelle en ONECS, mais il faudra aller plus loin encore sur le processus méthodologique de son intervention[[99]](#footnote-99) pour en clarifier la dimension stratégique et opérationnelle.

Il s’agit à définir le schéma d’ensemble de l’EPC dans l’optique de son évolution future au regard du contexte nouveau, voir ce que devrait être son identité organisationnelle, identifier les obstacles à l’évolution, développer les stratégies de réadaptation de l’organisation, sur la base de nouvelles orientations, et d’une planification rationnelle.

**1° Ainsi sur le volet méthodologique : cela implique la nécessaire construction d’une nouvelle dynamique, en termes de Vision, et d’actions stratégiques.**

En effet en 2019 le contexte d’évolution du Sénégal a changé, et la demande et les attentes en éducation ont évoluées, en conséquence l**e cadre stratégique** d’intervention ayant visiblement changé, les méthodes d’action dans le secteur éducatif sont à revoir.

**Car le contexte[[100]](#footnote-100) actuel soulève beaucoup d’interrogations, en raison des mutations sociales et économiques en cours. Ce qui impose à l’école catholique de réfléchir à son apport spécifique (forme et contenu), pour asseoir son témoignage dans ce nouveau cadre**.

Pour toutes ces raisons il importe dès lors de redéfinir pour les acteurs :

* D’abord **la Vision[[101]](#footnote-101) nouvelle** :

**A savoir aujourd’hui dans le secteur éducatif, le modèle de société souhaité et recherché par l’organisation EPC dans son action**, **puis la mission[[102]](#footnote-102), les valeurs[[103]](#footnote-103)** en découlant et **ensuite adapter le projet éducatif de l’EPC à l’environnement nouveau**.

L’énoncé de la vision illustre ainsi de façon descriptive les aspirations futures.

Partant de la vision, il est important en effet **de donner du sens aux événements actuels selon l’inspiration évangélique fondant cette Vision pour que soient mieux comprises les réponses à apporter aux questions qui préoccupent**.

**Tout cela devient impérieux, d’autant que le partenaire d’action qui est l’Etat a défini sa vision[[104]](#footnote-104), relative à la politique éducative**, et dont il faut alors tenir compte et se l’approprier selon l’identité et la mission propre de l’EPC, qui a pleinement sa place d’acteur dans la réalisation de cette politique.

Et tout cela appelle à une réflexion profonde nécessaire traçant une voie programmatique.

Car si la dynamique d’élan missionnaire qui a motivé le passé garde une part d’actualité, toutefois son sens, son fondement actuel est à repenser, particulièrement dans ce contexte nouveau.

Dans le profil de l’EPC la valeur identitaire originelle et sa préservation est importante, mais elle ne sera pas suffisante. Il faut intégrer la nouvelle donne sociale et produire des réponses adaptées aux des attentes des bénéficiaires actuels de son action.

Autrement dit raffermir les fondements hérités du passé, mais aussi élaguer, entretenir les acquis, pour favoriser le développement ; ce qui induit qu’il y ait donc des choix d’orientations stratégiques nécessaires à faire. A ce titre la définition des valeurs et leur validation par une Charte[[105]](#footnote-105) porteuse de l’esprit de l’EPC, la réactualisation de ses textes fondateurs et leur codification, deviennent une œuvre utile et urgente à réaliser.

* **Ensuite par-delà la Vision[[106]](#footnote-106) nouvelle définie** il y a lieu  **à déterminer dans la dimension organisationnelle de l’action**, les moyens de son renforcement, dans l’espace relationnel des différentes composantes de l’EPC, relativement à son organisation juridique et technique, sa capacitation à relever les nouveaux défis.

**Il s’agit d’élaborer et de définir toutes les dispositions nécessaires pour un fonctionnement efficace.** En somme il est nécessaire pour cela de revisiter, relire les traditions, les normes les procédures et pratiques de l’EPC, mais en tenant compte des questions naissantes provenant des mutations du contexte socio-économique actuel.

Car des questions importantes se posent à l’institution, dans l’expression de son leadership, dans la gestion de sa relation avec ses différentes composantes, les enseignants, les parents, les élèves, les divers partenaires.

Par exemple il devient nécessaire de savoir quel rapport partenarial construire :

* avec l’Etat, les parents ;
* quelle type d’école mettre en place (structures et mode de fonctionnement) ;
* quelle équipe enseignante pour accompagner ;
* quel profil élève bénéficiaire promouvoir dans ce nouveau contexte.

Il faudra au regard de la vision nouvelle définie, repenser le processus de l’administration, les modes, et les formats de prise de décision, de circulation de l’information, les questions urgentes de formation ; instaurer des outils de gestion (tableau de bord, mécanisme de veille réglementaire, des évaluations de performance, des rapports d’activités).

* **Enfin dans l’intervention opérationnelle** il y a à réfléchir à la détermination de sa planification stratégique en termes de priorités et de plans organisés dans un programme de développement de l’EPC.

Au total le temps actuel impose une organisation nouvelle nécessaire, une nouvelle dynamique managériale, où les fondamentaux de l’identité doivent demeurer, mais les formes de l’expression doivent s’adapter au temps présent.

Et comme l’action qualité est aujourd’hui requise ; ce qui ne peut se faire qu’après une évaluation sérieuse de l’état des lieux et du degré de maturité de la structure à pouvoir faire face à cette exigence ; cette revue méthodologique appelle dès lors à la détermination des indicateurs qualité.

L’intégration de toute cette réflexion dans la pratique exige de disposer de structures de veille.

Et on peut toutefois relever que dans son cadre statutaire l’ONECS dispose de structures opérationnelles pouvant porter la réflexion stratégique.

**2°l’opérationnalisation des structures constituées : comme le Comité Consultatif National les comités de gestion.**

On distingue notamment dans les statuts l’existence d’un conseil national consultatif.

Cette organe est à même d’impulser la réflexion sur les différentes questions méthodologiques sus évoquées.

Il peut à cet effet être appuyées par des commissions techniques ad hoc, pouvant servir de cadre préparatoires. Mais en sachant aussi que ce travail de réflexion ne se limite pas dans les structures, mais doit gagner sa force en ayant une base participative.

Toutefois le traitement des questions stratégiques ci-dessus évoquées et les solutions en découlant devront veiller particulièrement à préserver les attributs identitaires de l’EPC.

Car même si le stratégique et l’opérationnel doivent changer, le socle identitaire doit demeurer sous un jour nouveau à définir.

Et aussi la donne identitaire n’est pas un repli sur soi, mais dans l’expression de mon identité, il est à comprendre qu’il faut offrir un partage du meilleur de moi-même, que les autres doivent découvrir par mon témoignage ouvert et non exclusif. Ce pareil témoignage suppose la connaissance de ce que nous sommes pour pouvoir partager ensuite le meilleur de notre identité.

## Dès lors la préservation des attributs identitaires catholique de l’EPC :

Il est à rappeler que l’école catholique est une institution chrétienne, placée sous l’autorité de l’Évêque. LE CARACTERE PROPRE de l’établissement se traduit dans un PROJET D’ETABLISSEMENT attentif aux besoins des jeunes d’aujourd’hui et nourri par l’Evangile.

Il imprègne toute la vie de l’établissement, étant une éducation – un encadrement – une vie pédagogique – des activités – des valeurs se référant à l’Evangile.

Le Projet d’établissement s’appuie sur le « caractère propre » de l’Enseignement Catholique et met en œuvre les projets, éducatif et pastoral, de la tutelle congréganiste ou diocésaine qui accompagne chaque établissement.

Le « Caractère propre » s’exprime par la volonté d’être un Etablissement Catholique. Cependant ces établissements sont ouverts à tous.

Réciproquement, élèves, enseignants ou membres du personnel, chrétiens ou non, tous se doivent de respecter le projet et peuvent librement choisir de contribuer à le faire vivre.

Le contrat de partenariat avec l’Etat dans le respect des lois en vigueur, concerne et engage par le respect des curricula, des horaires annuels, le respect des programmes de l’Education Nationale, mais n’interfère pas sur le choix des méthodes pédagogiques. Le projet d’établissement, la vie scolaire, le règlement et la discipline intérieur relèvent de l’établissement dans la fidélité à sa nature et à sa spécificité.

Le chef d’établissement est responsable de l’établissement et de la vie scolaire.

Le règlement intérieur présenté aux familles lors de l’inscription traduit donc la mise en œuvre de la charte éducative en ce qui concerne la ponctualité, l’assiduité, le respect de chacun et des lieux. Conçu dans une perspective éducative, il présente à la fois la valorisation du respect des règles et les sanctions liées à leur manquement.

Dans ce cadre, l’établissement peut présenter son organisation spécifique des conseils de classe, des conseils de discipline, des conditions d’exclusion d’un élève ou de réinscription.

L’élève qui intègre un établissement catholique se verra proposer par l’équipe éducative qui le suit un parcours scolaire en fonction de : son projet personnel d’orientation, ses compétences, ses résultats scolaires, son savoir être.

Les parents sont partie prenante de la communauté éducative au sein de laquelle ils jouent un rôle essentiel. L’APEL est l’Association de Parents d’élèves, rassemble les parents d’un même établissement.

Dans le respect de la fonction spécifique de chacun, l’APEL d’un établissement a un rôle d’accueil, d’animation, d’information, de conseil et de représentation de parents d’élèves. La relation de confiance établie par l’APEL avec les autres membres de la communauté éducative (chef d’établissement, association de gestion, tutelle, équipe enseignante, personnel d’encadrement et administratif) permet à chaque parent d’élève d’être acteur dans l’établissement de son enfant dans un souci d’intérêt général et d’accompagnement.

Ce projet éducatif traduit aussi la volonté de garantir le vivre ensemble dans la signification suivante.

En effet le sens du vivre ensemble dans l’Enseignement Catholique consiste à :

* + Rechercher le plus juste équilibre dans le développement de la personne afin de vivre en meilleure harmonie avec son environnement.
  + Reconnaître la valeur de chaque personne et lui permettre de trouver sa place au sein de la communauté éducative dans le respect des différences.
  + Créer les conditions qui permettent à chacun de se construire en individu citoyen, et à tous ceux qui le désirent en chrétiens.
  + Faire vivre la mission de l'Enseignement Catholique, en référence à l'Évangile.

Cela implique :

* De renforcer les liens entre les membres de la communauté éducative.
* De rechercher le plus juste équilibre dans le développement de la personne afin de vivre en meilleure harmonie avec son environnement.
* D’établir, au-delà des droits et des devoirs, des règles de vie où chacun a sa place, où la communauté témoigne la joie de travailler de et de vivre ensemble.
* D’ouvrir les établissements à des témoins pour améliorer notre connaissance de l'autre et celle de notre environnement.
* De permettre une meilleure articulation entre besoins individuels et besoins collectifs

La visée est de :

* Faire grandir les personnes dans toutes les dimensions de leur être : physique, intellectuelle, affective et spirituelle.
* Faire de l’Ecole un lieu d’éducation animé par l’esprit évangélique : aider chacun, jeune et adulte, à développer sa personnalité en lui permettant de croître vers le Bon, le Beau, le Juste, le Vrai.
* Offrir à tous et à chacun de découvrir le Christ.
* Permettre à tout chrétien de grandir dans la foi et de la partager en communauté.
* Insérer l’Etablissement Catholique et ses activités dans la vie de l’Eglise locale.
* Ces éléments se déclinent par des services, des moyens d’action divers, selon les établissements, à partir de leur histoire, en référence aux projets diocésains et congréganistes

Tout cela donne une dimension pastorale à l’action.

Et au sein de l’Etablissement scolaire, le Chef d’Etablissement est le premier responsable de la pastorale.

Il en a reçu mission par sa tutelle. Celle-ci, sous la responsabilité de l’Evêque, se porte garante du caractère catholique des Etablissements d'enseignement.

Les acteurs de la pastorale sont :

* Chaque membre de la communauté éducative, - enseignants, personnels, parents, administrateurs-, tous sont appelé à servir la dimension pastorale selon ses possibilités.
* Le Chef d’Etablissement, en lien avec son adjoint chargé de pastorale, organise l’animation pastorale selon les réalités de l’établissement. Il s’appuie sur un conseil pastoral.

Les services et moyens d’action :

* C’est au cœur même de sa mission d’enseignement et d’éducation que l’établissement catholique accomplit sa mission pastorale. La pastorale se vit avant tout au quotidien, par la qualité de l'accueil, dans le vivre ensemble, dans la cohérence entre le dire et le faire, dans la manière de regarder les élèves, de les évaluer, de croire en eux et en leur avenir....

Il s’agit de le Faire vivre pour tous dans une :

* Formation humaine et culture religieuse, apprentissage de l’intériorité, première annonce, témoignages, occasion de connaître le Christ, actions caritatives, actions de service et d’entraide.
* Propositions de temps de célébrations liturgiques.

Le Faire vivre pour ceux qui le choisissent dans :

* Des propositions variées de formations chrétiennes, groupes de partage d’Evangile, temps de prière.
* Des liens avec les paroisses pour la catéchèse et la préparation aux sacrements, et d’autres services d’Eglise.
* Des propositions émanant du diocèse, des temps forts et rassemblements de jeunes.

Toutefois au-delà des valeurs identitaires à préserver les établissements de l’EPC sont aussi amenés à renforcer le cadre organisationnel.

En effet ce cadre doit être renforcé afin de pouvoir garantir davantage pour ses élèves un environnement protecteur et une conscience citoyenne affirmée.

## LES NOUVEAUX DEFIS POUR L’EPC DE LA CONSTRUCTION D’UN CADRE PROTECTEUR ET D’EDUCATION A LA VIE CITOYENNE

**Il s’agit de consolider dans ces établissements le** **vivre ensemble, par un climat scolaire serein, sécuritaire, assurant le bien-être et la réussite. La réalisation de cet objectif repose sur une démarche fondée sur les programmes analysées ci-dessous.**

* **LES OUTILS DE CONSTRUCTION D’UN CADRE PROTECTEUR DE l’ENFANT DANS L’ESPACE SCOLAIRE**

Ce sont des principes dont il faut s’inspirer pour éloigner tout risque potentiel de violences, de mauvais traitements dans l’espace scolaire.

En effet la protection de l’Enfant consiste en tous les efforts déployés en vue d’assurer sa sauvegarde contre des actions ou des situations qui risquent de compromettre son développement et son bien-être.

Il s’agit pour cela de prévenir et répondre à la violence l’exploitation qui peuvent menacer les enfants. Cela fait que dans tous les milieux d’évolution et particulièrement à l’école une stratégie doit être mis en place pour garantir à l’enfant un environnement protecteur. Cette stratégie est connue et expérimentée et repose sur l’élaboration des outils suivants à savoir : les politiques et procédures de protection de l’Enfant, la Déclaration formelle de cette politique, et la mise en place d’un Code de conduite.

Mais il est essentiel de procéder préalablement à une auto évaluation locale de la situation, puis ensuite élaborer les outils susvisés, en assurer le suivi évaluation et veiller à faire participer les enfants à toutes ces étapes.

Par une telle démarche le milieu scolaire sera épargné et garanti de tous risques potentiels de mauvais traitements et les enfants y bénéficieront d’un environnement protecteur.

Au-delà d’un cadre protecteur l’ensemble de la communauté éducative doit s’évertuer aussi à assurer le bien être à l’école en veillant à l’amélioration continue du climat scolaire par l’intégration de certains principes d’action ci-dessous énumérés.

* **LES OUTILS DE CONSTRUCTION DU BIEN ETRE DANS L’ESPACE SCOLAIRE**

Le bien être à l’école est un des résultats permettant de favoriser la réussite et il découle de tous les efforts d’amélioration du climat scolaire.

En effet un climat scolaire serein est essentiel pour assurer les bonnes conditions de travail, le bien-être et l’épanouissement des élèves.

C’est pourquoi l’amélioration du climat scolaire est un enjeu majeur en matière d’éducation. Il en résulte une qualité de la vie à l’école.

Sa mise en œuvre découle de l’attention à garder sur plusieurs aspects, à savoir les normes, les buts, les valeurs, les relations interpersonnelles, les pratiques d’enseignement, de management et d’organisation de la vie de l’école. Ainsi l’analyse de l’état de ces éléments permettra de caractériser la qualité du climat scolaire, et d’identifier les efforts à entreprendre pour son amélioration continue. Il s’agira donc de constamment vérifier les domaines d’action suivants, à savoir :

* La qualité des relations entre les personnes au sein de l’école et de l’école vis à des familles, et veiller à ce qu’elles se fondent sur le respect, le partage, le soutien, la collaboration et l’entraide.
* La qualité de l’enseignement et s’assurer qu’elle entraine la satisfaction des attentes.
* Mesurer la sécurité au niveau physique, émotionnelle, et renforcer la capacité de gérer les risques et de résoudre les conflits.
* La qualité de l’environnement physique et s’assurer de sa propreté, de son adaptation et de l’agrément procuré par les espaces et le matériel.
* Cultiver le sentiment d’appartenance à l’établissement qui résulte de l’adhésion et de la volonté d’être lié à la communauté scolaire, et contribuer à l’engagement, à l’enthousiasme des enseignants et des élèves, par leur participation significative aux activités.
* Garantir la réaction de l’institution face aux comportements à risque émanant des élèves et de leurs pairs, par l’attention et la prise en compte de ces conduites à risque par les professionnels.
* Enfin favoriser une attention portée par l’école à la vie familiale pour produire le sentiment des élèves du respect que les professionnels manifestent vis-à-vis de leur culture familiale.

Ces 7 domaines d’action ci-dessus listés sont interdépendants, parce que la démarche d’amélioration du climat scolaire est systémique et globale.

Les violences dans l’espace scolaire peuvent revêtir différentes formes : coups, bousculades, insultes, harcèlement, cyber violences, vols, violences sexuelles, violences à caractère sexistes, discriminations, dommages aux locaux aux matériels, aux biens personnels, ports d’armes, intrusion.etc.

L’amélioration du climat scolaire exige dès lors une attention à la prévention des violences ce par des actions de sensibilisation, de formation, de prise en charge des victimes des auteurs et témoins.

Au total le bon état de ce climat scolaire est une condition nécessaire pour améliorer les performances du système éducatif.

Un climat scolaire serein influence donc la réussite des élèves, rassure les enseignants et produit un impact sur la sécurité en milieu scolaire.

Il contribuera à créer l’enthousiasme des professeurs et des élèves, facilitera leur participation significative aux activités, et suscitera l’engagement à acquérir les capacités à l’action citoyenne.

* **LA PREPARATION A LA VIE CITOYENNE**

**La citoyenneté s’exprime par : (1) la civilité naissant du respect des règles et des personnes, (2) le civisme se manifestant dans l’acceptation et la mise en œuvre des règles du vivre ensemble, enfin (3) par le politique résultant de l’implication et de la volonté de participation responsable aux décisions communes.**

La citoyenneté se construit et s’inculque aux enfants dans leur manière d’appréhender les codes d’action en fonction de leur environnement social et familial**; il faut donc les accompagner à une prise de conscience de leur devenir citoyen.**

**Cela est une exigence et trouve son fondement dans l’exercice du droit à la participation conférée aux enfants par la CIDE.**

La participation permet en effet d’expérimenter la citoyenneté et aide l’enfant en fonction de sa maturité à s’impliquer par étape, avec des outils adaptés pour découvrir les mécanismes démocratiques.

Cela favorise l’ouverture des jeunes à leur environnement et peut contrer leur désintérêt de la politique, en suscitant leur envie de s’intéresser à la chose publique, en développant un esprit de solidarité, de responsabilité, et d’utilité sociale.

La participation enseigne également le respect par mimétisme, car si les enfants se sentent respectés dans leur participation, ils intégreront plus aisément la nécessité de respecter l’autre et seront enclins à respecter leurs pairs, les adultes et les institutions.

La participation s’inscrit aussi dans une démarche de transmission des savoirs, car les jeunes prenant part aux processus de décisions sont plus à même d’adhérer aux options retenues et alors de respecter l’environnement qu’ils ont co- construit.

En tout cela il ne s’agit pas d’affaiblir ou de déplacer le pouvoir de la communauté éducative, mais de permettre aux élèves de disposer de voix consultative qui offre un éclairage différent sur les diverses problématiques.

La participation ouvre ainsi la possibilité de la co fabrication de la décision. Le regard des enfants permettant de s’interroger en feed back sur les pratiques pour en révéler les dysfonctionnements et les lacunes.

La participation des enfants canalise leur énergie dans un sens positif bénéfique à l’ensemble des acteurs de la société.

**Le personnel de l’établissement doit donc informer les élèves de leur droit de participer aux instances de l’établissement, par exemple avec le moyen du comité d’éducation à la citoyenneté.**

**En effet des structures peuvent être établies comme espaces de concertation pour favoriser cette participation et pour contribuer à l’éducation à la vie citoyenne.**

Tous ces outils susvisés de l’instauration du cadre protecteur, de la construction du bien-être, de la préparation à la vie citoyenne sont autant de moyens de renforcement des capacités des établissements, dont il faut s’assurer de l’existence et de leur état qualitatif, cela afin de permettre assurément à l’EPC d’atteindre ses objectifs à la hauteur de ses ambitions, et ainsi de garantir la satisfaction des attentes des bénéficiaires de son action.

L’ensemble de ces développements démontrent l’immense chantier qui se profile pour l’évolution et l’adaptation de l’EPC au contexte nouveau du système éducatif sénégalais.

Dès lors dans ce panorama, au vu des urgences qui en découle, un message mobilisateur est une attente de tous. Ce message est espéré pour être préparatoire à raffermir la foi de tous sur l’appel missionnaire face aux défis.

## Le message d’avenir

A compléter

**Conclusion générale**

Au total il y a des résultats et des acquis, et il faut célébrer pour cela, l’action des devanciers. Mais on ne peut se satisfaire de l’existant, lorsque les mutations fondamentales sont en train de s’opérer. Ainsi sur des schémas classiques l’EPC a fait ses preuves, mais d’autres espaces d’intervention sont en émergence, et qu’il convient d’explorer.

Ce document est un moyen de réflexion, de recherche et de projection vers ces nouvelles « frontières » qui méritent de fixer l’attention.

C’est pourquoi un état des lieux objectif doit s’opérer pour voir et tracer le nouveau mode opératoire.

Ce document est également un outil de rappel, d’évènements utiles à garder en mémoire, il sensibilise aussi sur un besoin de recherche des jalons de la nouvelle voie en partant de l’expérience.

Il est enfin un outil d’accompagnement, car il n’est pas figé dans le temps, son contenu pouvant être revisité, amélioré et adapté au fur et à mesure de l’évolution.

**Annexes :**

* **Tableau Palmarès des écoles :** réussites et réalisations obtenues
* **Liste des congrégations enseignantes**

**Acronymes :**

* ACDI : agence canadienne de développement
* BAD : Banque africaine de développement
* AFD : Agence Française de développement
* APPEL : association des parents d’élèves
* CLE : comité local d’éducation
* CONFEMEN : conférence des ministres de l’éducation des états et gouvernements de la Francophonie
* CONSEF : conseil de l’éducation et de la formation
* EPC : Enseignement privé catholique
* IA : inspection d’académie
* IDEN : inspection départementale de l’éducation nationale
* IEF : inspection de l’éducation et de la formation
* ODEC : office diocésain de l’enseignement catholique
* OMD : objectif millénaire de développement
* ONG : organisation non gouvernemental
* MINEDAF : conférence des ministres de l’éducation des états membres d’Afrique
* PAQUET-EF : Programme d’Amélioration de la Qualité, de l’Équité et de la Transparence du secteur de l’Éducation et de la Formation
* PDEF : programme décennal de l’éducation
* UNESCO : organisation des nations unies pour l’éducation la science et la culture

**Bibliographie :**

* **Ouvrages :**
* Abdou Sylla : « l’école quelle réforme ? » CODESRIA
* AFD, l’Enseignement privé en Afrique subsaharienne, aout 2013
* Fatou Niang : « l’école primaire au Sénégal » 2014
* Alain Sinou, Comptoirs et villes coloniales du Sénégal, Karthala ORSTOM
* Denise Bouche, Cahier d’Etudes Africaines
* Joseph Michel, Presses Universitaires de Rennes
* Paul Desalmant, Histoire de l’éducation en Côte d’Ivoire, 1983.
* Père Roger de Benoist, Histoire de l’Eglise Catholique au Sénégal.
* Professeur Hamidou Nacuzon Sall, Thèse sur l’Education, « Eléments d’histoire »
* Rapport Final Assises Nationales
* **Site web consultés :**
* Diassi.123siteweb.fr
* Conférence Episcopale du Sénégal
* Boni Michel, Chercheur en histoire
* Malick Soumaré, Histoire de l’Enseignement Privé, Académia.EDU
* Wikipédia

1. En Afrique occidentale française (AOF), les débuts et la première organisation de l’enseignement a été « ...le domaine de l’improvisation et des initiatives individuelles. » Paul Desalmant, Histoire de l’Education en Côte d’ivoire, 1983 : 165. [↑](#footnote-ref-1)
2. « Si on cherche établir le bilan de quinze années de politique scolaire d’administration militaire au Soudan on a l’impression d’un effort assez désordonné de conceptions ensemble quelquefois floues. ...l’enseignement est la meilleure et la pire des choses Il faut enseigner le français et certaines connaissances usuelles si on veut administrer le Soudan et développer son économie ... Le plus prudent est de d’ouvrir le domaine réservé de la connaissance des fils de chefs ou de notables mais cette conception aristocratique est guère avouable publiquement », les écoles françaises au Soudan lors de la conquête, Denise Bouche, Cahiers d’Etudes africaines, P.266. [↑](#footnote-ref-2)
3. Cette première expérience et celles qui suivront pouvant être considérée comme fondatrice pour l’EPC. [↑](#footnote-ref-3)
4. Faidherbe a été Gouverneur de 1854- 1861, puis 1863 à 1865, et a posé les bases de la véritable administration de la colonie du Sénégal. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le commerce des esclaves contrôlé par l'administration des Rois de France et d'Angleterre, le commerce de la [gomme](https://fr.wikipedia.org/wiki/Gomme_arabique), de l'[arachide](https://fr.wikipedia.org/wiki/Arachide), des peaux, de l'or du [Galam](https://fr.wikipedia.org/wiki/Royaume_de_Galam), des [épices](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89pices) pauvres ainsi que la fourniture d'ouvriers qualifiés (charpentiers, maçons…) assurent la prospérité économique des [signares](https://fr.wikipedia.org/wiki/Signare) de l'île de Gorée du [xviiie](https://fr.wikipedia.org/wiki/XVIIIe_si%C3%A8cle) au xixe siècle. [↑](#footnote-ref-5)
6. C’est le traité de Versailles, de 1783, qui a mis fin à la guerre de sept ans, qui a restitué à la France à peu près tous ses comptoirs de Sénégambie, que le chevalier de Boufflers a pu gouverner de 1785 à 1787 ; et, après lui, Blanchot de Verly 1787 à 1807, à une interruption près (1801 - 1802). Mais, en 1801, les Anglais reprennent Gorée et Saint-Louis en 1807.

   Ce n’est qu’après la chute du Premier Empire que sont rendus à la France, entre 1814 et 1817 : Arguin et Portendick (en Mauritanie actuelle), Gorée, Rufisque, Portudal, Joal ; des « droits anciens » sur le Cap Vert, les Rivières du Saloum, de Gambie (Albréda), de Casamance en Sénégambie ; les îles Bissagos (Guinée-Bissau), les îles de Los (Guinée Conakry) ; ainsi que des « droits » sur Madagascar. [↑](#footnote-ref-6)
7. La discrétion du culte dans les comptoirs est sévèrement critiquée en Europe .... Elle renforce l'idée que l'Afrique et ses habitants, y compris les Européens, sont hors de la protection de Dieu, .... Pour remédier à cette situation, 1'Eglise et 1'Etat s'accordent pour envoyer, non plus des prêtres isolés, mais des représentants de congrégations religieuses dotés d'un idéal d'évangélisation et non de commerce. En France, plusieurs ordres développent un tel projet pour l’Afrique. Les sœurs de Saint-Joseph de Cluny puis les frères de Ploërmel se fixeront au Sénégal. Arrivés à Saint-Louis et à Gorée, peu de temps après que les autorités françaises en aient repris possession, les missionnaires réintroduisent la religion catholique, quasi absente de ces lieux depuis la Révolution française (pendant la période napoléonienne, les comptoirs furent occupés par les Anglais). Pour étendre l'emprise de la religion, ils décident d’intervenir d'abord auprès de la population métisse ... ; et de prendre en charge l’Education de leurs enfants. Par ce biais, ils espèrent diffuser, à la manière des apôtres mais avec le soutien du gouvernement, les valeurs chrétiennes ; Alain Sinou, Comptoirs et villes coloniales du Sénégal, P132 [↑](#footnote-ref-7)
8. C’est une dépêche ministérielle du 5 aout 1817 qui annonçait son arrivée à Saint louis. [↑](#footnote-ref-8)
9. **Jean Dard** est un instituteur [français](https://fr.wikipedia.org/wiki/France) (né le [21](https://fr.wikipedia.org/wiki/21_juin) [juin](https://fr.wikipedia.org/wiki/Juin_1789) [1789](https://fr.wikipedia.org/wiki/1789) à [Maconge](https://fr.wikipedia.org/wiki/Maconge) ([Côte-d'Or](https://fr.wikipedia.org/wiki/C%C3%B4te-d%27Or)) et mort le [1er](https://fr.wikipedia.org/wiki/1er_octobre) [octobre](https://fr.wikipedia.org/wiki/Octobre_1833) [1833](https://fr.wikipedia.org/wiki/1833) (à 44 ans) à [Saint-Louis du Sénégal](https://fr.wikipedia.org/wiki/Saint-Louis_du_S%C3%A9n%C3%A9gal). Il a ouvert la première école d’[Afrique noire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique_noire) francophone, à Saint-Louis, au Sénégal, en 1817. Il est l'auteur du premier dictionnaire de français-[wolof](https://fr.wikipedia.org/wiki/Wolof_(langue)), ainsi que d'une grammaire de wolof. Il est le cinquième des six enfants de Denis Dard, manouvrier, et Anne Bourrelier étudie, entre autres, à [Autun](https://fr.wikipedia.org/wiki/Autun), au petit collège de garçons annexé à l'école populaire gratuite instituée par [Anne Marie Javouhey](https://fr.wikipedia.org/wiki/Anne_Marie_Javouhey). Source Wikipédia. [↑](#footnote-ref-9)
10. L’école de Jean Dard n’a compté que 7 élèves, le jour de la rentrée. [↑](#footnote-ref-10)
11. A Saint-Louis et à Gorée, la population, à l'origine animiste, s'est progressivement islamisée sous l'influence des royaumes musulmans de l'intérieur qui ont envoyé de nombreux marabouts sur les côtes (Diouf, 1990). Au début du XIXe siècle, la quasi-totalité de la population est musulmane, même si des pratiques animistes demeurent. Seuls les Européens, quelques métis, ainsi qu'un très petit nombre de noirs, les "gourmettes", employés par ces négociants, adhèrent au catholicisme. Alain Sinou, Comptoirs et villes coloniales du Sénégal, P131. [↑](#footnote-ref-11)
12. C’est avec le Gouverneur Faidherbe que se créa l’administration de la colonie. [↑](#footnote-ref-12)
13. Le 15 octobre 1950 Anne Marie Javouhey est béatifiée par le pape Pie XII. Une cérémonie se déroule à Rome. Désormais elle sera appelée « la bienheureuse Anne Marie Javouhey » [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir notre fascicule sur la santé : dans notre site web, page éducation et santé : diassi.123siteweb.fr [↑](#footnote-ref-14)
15. L’expérience débuta à Gorée dès leur installation. [↑](#footnote-ref-15)
16. La Mère était présente au Sénégal jusqu’en 1924 [↑](#footnote-ref-16)
17. La congrégation a été fondée en [1819](https://fr.wikipedia.org/wiki/1819) par l’abbé [Jean-Marie de La Mennais](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Marie_de_La_Mennais) (1780-1860) et l’abbé [Gabriel Deshayes](https://fr.wikipedia.org/wiki/Gabriel_Deshayes), curé d'[Auray](https://fr.wikipedia.org/wiki/Auray) ([Morbihan](https://fr.wikipedia.org/wiki/Morbihan)) (1767-1841), qui voulaient former des maîtres chrétiens et ouvrir des écoles. Elle naît à [Ploërmel](https://fr.wikipedia.org/wiki/Plo%C3%ABrmel), commune du [Morbihan](https://fr.wikipedia.org/wiki/Morbihan), et est approuvée en [1822](https://fr.wikipedia.org/wiki/1822). À la mort de l'abbé de La Mennais, la congrégation compte 852 profès. Elle est dissoute en France en [1903](https://fr.wikipedia.org/wiki/1903) par les lois anticongrégationnistes de la [IIIe République](https://fr.wikipedia.org/wiki/Troisi%C3%A8me_R%C3%A9publique_(France)) (deux ans avant la [Loi de séparation de l'Église et de l'État](https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_de_s%C3%A9paration_de_l%27%C3%89glise_et_de_l%27%C3%89tat)), comme toutes les congrégations enseignantes. Les Frères se redéployent à l'étranger et renforcent les effectifs au Canada. Source Wikipédia [↑](#footnote-ref-17)
18. « Missionnaires bretons d’Outre-mer, Chap. 8, Ordres religieux », Joseph Michel, Presses Universitaires de Rennes, P.9 et s. [↑](#footnote-ref-18)
19. la population des comptoirs est régulièrement décimée par les fièvres et par les épidémies. « Comptoirs et villes coloniales du Sénégal » Alain Sinou.P.49 [↑](#footnote-ref-19)
20. La **congrégation du Saint-Esprit** (C.S.Sp) est fondée en [1703](https://fr.wikipedia.org/wiki/1703) à Paris et revivifiée en [1848](https://fr.wikipedia.org/wiki/1848), par la fusion avec la [société du Saint-Cœur de Marie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_du_Saint-C%C5%93ur_de_Marie). Les spiritains, appelés également missionnaires du Saint-Esprit, forment une [congrégation cléricale](https://fr.wikipedia.org/wiki/Congr%C3%A9gation_cl%C3%A9ricale) missionnaire particulièrement développée en Afrique. Son siège actuel se trouve à Rome (Clivo Di Cinna 195), avec la [maison mère](https://fr.wikipedia.org/wiki/Maison-m%C3%A8re) historique au 30, [rue Lhomond](https://fr.wikipedia.org/wiki/Rue_Lhomond) à Paris. Source Wikipédia [↑](#footnote-ref-20)
21. Cette congrégation est fondée le [8 décembre](https://fr.wikipedia.org/wiki/8_d%C3%A9cembre) [1836](https://fr.wikipedia.org/wiki/1836) à [Castres](https://fr.wikipedia.org/wiki/Castres) par [Jeanne-Émilie de Villeneuve](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jeanne-%C3%89milie_de_Villeneuve) ([1811](https://fr.wikipedia.org/wiki/1811)-[1854](https://fr.wikipedia.org/wiki/1854)) qui ouvre une maison pour accueillir et former les jeunes filles pauvres et abandonnés ; les religieuses se consacrent aussi à la visite des malades à domicile et aux prisonniers. Les règlements de l'institut sont approuvés le [16 décembre](https://fr.wikipedia.org/wiki/16_d%C3%A9cembre) [1836](https://fr.wikipedia.org/wiki/1836) par Mgr [François de Gualy](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois-Marie-Edouard_de_Gualy), [archevêque d'Albi](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_%C3%A9v%C3%AAques_et_archev%C3%AAques_d%27Albi). En [1840](https://fr.wikipedia.org/wiki/1840), les sœurs font une première fondation à [Saïx](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sa%C3%AFx) où elles assurent la direction de l'école paroissiale et l'enseignement du [catéchisme](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cat%C3%A9chisme). Par la suite, la congrégation s'ouvre à un [apostolat missionnaire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Missions_catholiques_au_XIXe_et_au_XXe_si%C3%A8cles) et en [1848](https://fr.wikipedia.org/wiki/1848), à l'invitation de [François Libermann](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_Libermann) et de [Jean-Rémi Bessieux](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-R%C3%A9mi_Bessieux), les sœurs de Notre Dame de l’Immaculée Conception commencent à soutenir les missionnaires [spiritains](https://fr.wikipedia.org/wiki/Congr%C3%A9gation_du_Saint-Esprit) au [Sénégal](https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9n%C3%A9gal) et au [Gabon](https://fr.wikipedia.org/wiki/Gabon). Source Wikipédia. [↑](#footnote-ref-21)
22. Sainte Émilie de Villeneuve, béatifiée le 5 juillet 2009, est née à Toulouse, en France, le 9 mars 1811 et est décédée le 2 octobre 1854 à Castres. Elle fonde en collaboration avec deux compagnes (Joséphine et Louise) la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame de l’Immaculée Conception le 8 décembre 1836 à Castres, France. Elle devient Sœur Marie ; elle avait vingt-cinq ans. [↑](#footnote-ref-22)
23. Cf : Professeur Hamidou Nacuzon Sall Thèse sur l’Education : « Eléments d’histoire », chap. 2 P.62 [↑](#footnote-ref-23)
24. L’école des otages est le premier établissement scolaire public créé par la France en Afrique de l’Ouest en 1855 – mis à part l’expérience de celle de 1817 de l’instituteur Jean Dard - par le gouverneur Faidherbe. Il est situé à Saint – Louis du Sénégal. On y recrute et on y déporte de force les fils des rois et chefs africaine afin de les surveiller et les former pour devenir des auxiliaires au pouvoir colonial L’Ecole est rebaptisée par la suite « École des fils de chefs et des interprètes ». Plus tard en novembre 1803 cette école ouvre une section à Saint louis ; l’école normale. En 1913 l’école est déplacée à Gorée. Elle deviendra l’école normale William Ponty en 1815. cf **Boni Mel, chercheur en histoire, site web.** [↑](#footnote-ref-24)
25. Cf : Professeur Hamidou Nacuzon Sall Thèse sur l’Education : « Eléments d’histoire », chap. 2 P.62 [↑](#footnote-ref-25)
26. # Sur le rythme et la progression de l’expansion voir l’ouvrage du Père Roger de Benoist « Histoire de l'Église catholique au Sénégal : du milieu du XVe siècle à l'aube ... » Edition Karthala.

    [↑](#footnote-ref-26)
27. Martin Schlunk, inspecteur de la Mission de Brême (1913-1927), à sa manière : « L’école est au Togo, comme sur toute la côte d’Afrique Occidentale, un moyen indispensable à l’évangélisation ; sans scolarisation, toute œuvre missionnaire est vouée à l’échec » (Gayibor, 1997 : 76). Evangélisation et alphabétisation au Togo sous domination coloniale, Koffi Nutéfé Tsigbé P.13 [↑](#footnote-ref-27)
28. Voir l’ouvrage du Père Roger de Benoist « Histoire de l'Église catholique au Sénégal : du milieu du XVe siècle à l'aube ... » Edition Karthala. [↑](#footnote-ref-28)
29. Voir notre fascicule « Survol historique de l’action catholique dans la Santé » p.9 et s. note n°33 : Ndar Toute est le siège du 1er dispensaire crée par les Sœurs de Saint joseph de Cluny à Saint louis au Sénégal. Voir : diassi.123siteweb.fr [↑](#footnote-ref-29)
30. Voir ci-dessous la cartographie complémentaire. [↑](#footnote-ref-30)
31. En fonction de la date de création et du lieu de situation diocésaine. [↑](#footnote-ref-31)
32. Émile Combes est ministre de l’Instruction publique et des Cultes en 1895 et 1896, il réforme l’enseignement qui passe sous la tutelle exclusive de l’État. Il est président de la commission du Sénat qui prépare la future loi de 1901 sur les associations, laquelle va réglementer la création et la fonction pédagogique des congrégations. Entré à la direction du Parti radical, il prépare les législatives de 1902 avec pour objectif de supprimer la loi Falloux (1850) qui avait laissé le contrôle de l’école primaire à l’Église. Président du conseil de 1902 à 1905 et ministre de l’Intérieur et des Cultes, Émile Combes applique fermement aux congrégations la loi de 1901 sur les associations et établit le contrôle de l’État sur l’enseignement privé... En 1904, Émile Combes interdit l’enseignement aux congrégations sauf pour l’outre-Mer et l’étranger. Wikipédia [↑](#footnote-ref-32)
33. Le 24 Novembre 1903 est pris, pour répondre à ces préoccupations, des arrêtés signés de M. le Gouverneur - Général Roume, et qui fixent les bases de la première organisation du service de l’enseignement en AOF et créent les cadres du personnel local.  [↑](#footnote-ref-33)
34. Auparavant pourtant une circulaire ministérielle de 1881 signée par Mr jean Bernardin Jauréguiberry posait déjà le problème de la laïcisation. Le Conseil Général du Sénégal n’entérina pas cette décision et conserva le statu quo. [↑](#footnote-ref-34)
35. Ces lois émanent de la IIIème République française [↑](#footnote-ref-35)
36. A l’après-guerre le développement et la mise en valeur de l’AOF exigeait du personnel qualifié, notamment des fonctionnaires formés qui étaient en petit nombre. Dans le but de donner un cadre juridique au développement de l’enseignement privé le décret du 14 février 1922 fixe les conditions de création et de fonctionnement des écoles privées de tous ordres. [↑](#footnote-ref-36)
37. En 1922 le régime juridique d’ouverture des établissements fut d’abord fondé sur l’autorisation administrative, cela assouplie en régime déclaratif en 1948. [↑](#footnote-ref-37)
38. En fonction de la date de création et du lieu de situation diocésaine. [↑](#footnote-ref-38)
39. Le régime juridique qui a prévalu dans cette période pour l’ouverture des établissements privés est fondé sur l’article premier du décret du 14.02.1922 portant autorisation administrative (régime d’autorisation) et l’arrêté du 12.07.1948 portant déclaration préalable (régime plus souple, déclaratif) . Cette nouvelle réglementation a prévalu de 1948 à 1967.Sa codification déterminait les pièces à fournir au Gouverneur du Sénégal pour l’ouverture d’une école avant l’indépendance, au Ministère de l’Education Nationale pour la période postindépendance. Nombreuses sont les écoles privées confessionnelles et laïques créées sur ce régime [↑](#footnote-ref-39)
40. Direction des sœurs de St Charles d’Angers [↑](#footnote-ref-40)
41. Direction des Sœurs de Saint Charles de Nancy [↑](#footnote-ref-41)
42. Direction de la Congrégation Sœurs de la Charité de Saint Charles [↑](#footnote-ref-42)
43. Par les Pères Spiritains, sur la base originelle d’écoles de catéchisme. [↑](#footnote-ref-43)
44. Voir l’ouvrage du Père Roger de Benoist « Histoire de l'Église catholique au Sénégal : du milieu du XVe siècle à l'aube ... » Edition Karthala. [↑](#footnote-ref-44)
45. « ...Nous confondons dans cette dédicace le Révérend Père Galopin, ancien Directeur national de l’Enseignement privé catholique ; ainsi que les groupes d’employeurs et de travailleurs, laïcs et confessionnels qui ont contribué à l’élaboration de la Convention collective initiale en 1958 » la Dédicace à la Convention Collective de l’Enseignement Privé  [↑](#footnote-ref-45)
46. À la suite de la proclamation de la République du Sénégal, le président de la République **Léopold Sédar Senghor** nomme le 17 septembre 1960 un nouveau gouvernement, dirigé par **Mamadou Dia**. Et **Mr François Dieng**, occupe les fonctions de ministre de l’Éducation nationale [↑](#footnote-ref-46)
47. Art.17 alinéa 2 et 18 de la loi 60 -045 portant révision de la Constitution de la République du Sénégal. [↑](#footnote-ref-47)
48. A ce titre il a d’abord été mis en place une administration dite de développement. Et en 1972, une administration dite de développement et de participation. [↑](#footnote-ref-48)
49. En effet Le territoire était divisé en cercles, chaque cercle en subdivisions et chaque subdivision en cantons. Ces circonscriptions étaient dirigées respectivement par des commandants de cercle, des commandants de subdivision et des chefs de canton. [↑](#footnote-ref-49)
50. Le niveau de recrutement du chef d’arrondissement devient plus élevé ce qui a permis de renouveler un personnel dont un grand nombre des membres étaient fortement marqués par la mentalité et les méthodes coloniales. [↑](#footnote-ref-50)
51. Dans chacune de ces réformes, le souci de base a été la décolonisation des structures et des mentalités. En même temps, les pouvoirs publics ont cherché à renforcer l’unité nationale par un découpage des circonscriptions administratives transcendant les problèmes relatifs aux ethnies et aux anciennes provinces. L’animation rurale et urbaine, pendant tout ce temps, a sensibilisé les masses et a créé en leur sein une attitude critique vis-à-vis de l’administration et de l’autorité administrative qui ne devait plus être qu’un fonctionnaire, d’autorité certes, mais plus. La participation, durant toute cette période, n’a jamais été absente mais le maître mot était le développement, et la participation, au niveau local, était une participation au développement à travers des structures extra-administratives. [↑](#footnote-ref-51)
52. La Réforme de la loi N° 72-02 du 1er février 1972 relative à l’organisation de l’administration territoriale est entrée en vigueur : dans la région de Thiès le 1er juillet 1972, dans la région du Cap-Vert le 1er décembre 1972, dans la région du Sine ­Saloum le 1er juillet 1974, dans les régions de Diourbel et Louga le 1er juillet 1976, dans la région de la Casamance le 1er juillet 1978. Sur les huit régions que compte la République, six ont été réformées. Les deux autres, les régions du Fleuve et du Sénégal oriental seront, en principe, réformées avant la fin de l’année 1982. [↑](#footnote-ref-52)
53. Sous le régime colonial, il existait une certaine politique de création de communes. Après l’indépendance, le régime municipal a également été réformé. [↑](#footnote-ref-53)
54. Il s’agit des lois suivantes : loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, loi n°96-07 du

    22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, loi n°96-08 du 22 mars 1996 modifiant le code électoral, loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l’organisation administrative et financière de la commune d’arrondissement dans ses rapports avec la ville, loi n°96-10 du 22 mars 1996 relative à l’organisation de l’administration territoriale et loi organique n°96-11 relative à la limitation du cumul des mandats électifs et de certaines fonctions modifiées.

    Les domaines transférés sont les suivants : santé, éducation, environnement, urbanisme et habitat, culture,

    Jeunesse, sports et loisirs, planification et gestion du domaine. [↑](#footnote-ref-54)
55. Depuis la loi constitutionnelle de 1960 (loi n°60 -045) jusqu’à la Constitution du 7 janvier 2001 le Sénégal a affirmé son adhésion à la Déclaration des Droits de l’homme et du Citoyen de 1789 ; aux instruments internationaux adoptés par l’ONU et l’OUA, notamment la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme de 1948, la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes du 18 décembre 1979, la Convention relative aux Droits de l’Enfant du 20 novembre 1989 et la Charte Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples. [↑](#footnote-ref-55)
56. « L’enseignement privé en Afrique subsaharienne », AFD, aout 2013. [↑](#footnote-ref-56)
57. **L’article 26 de la Déclaration universelle des droits de l’homme (1948) dispose que « toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé, l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous, en fonction de leur mérite ».** [↑](#footnote-ref-57)
58. cit : « L’enseignement privé en Afrique subsaharienne », AFD, aout 2013. [↑](#footnote-ref-58)
59. [↑](#footnote-ref-59)
60. Avec l’indépendance en 1960, il sera établi un état des lieux duquel il ressort le constat suivant : Le système éducationnel est encore caractérisé par la faible intégration des différentes formes d'éducation qui existent au Sénégal. A côté de l'éducation traditionnelle, qui est l'œuvre exclusive de la famille et du village, à côté de l'éducation religieuse, coexistent les cycles scolaires classiques qui s'inspirent tous du système français. L'enseignement primaire est relié de façon satisfaisante à l'enseignement secondaire, mais ces deux cycles n'ont que peu de liaisons avec l'enseignement technique. (Sources 1er et 2ème Plan de développement quadriennal du Sénégal). [↑](#footnote-ref-60)
61. En 1967 sera prise la première loi organisant le statut de l’enseignement privé au Sénégal : (loi n° 67-51 portant statut de l’enseignement privé). [↑](#footnote-ref-61)
62. Dans cette période les « dimensions essentielles de l’école étaient négligées ou ignorées : les finalités et les objectifs, les programmes et les contenus, les structures et les méthodes, la formation pédagogique des maîtres, les recyclages, etc. Aussi, la première exigence du mouvement contestataire de mai et juin des années 1968 et 1969 fut la réforme de l’école et des enseignements, de manière à adapter ceux-ci aux réalités nationales et africaines. » CF : Abdou Sylla, « l’école, quelle réforme » CODESRIA. [↑](#footnote-ref-62)
63. « L’école primaire au Sénégal... », Fatou Niang, Cahier de la Recherche sur l’éducation et les savoirs, 13/2014, p239 et s. : « L’objectif d’universalisation de l’école a été formulé au Sénégal dès les années 1960 avec le constat que beaucoup d’enfants en âge scolaire n’avaient pas accès à l’école.» [↑](#footnote-ref-63)
64. En 1966, le Ministre de l’Education Nationale, dans le souci d’assainir l’Enseignement Privé, initie une réforme. Elle aboutit à l’adoption de la loi 67- 51 du 23.11.67 qui supprime et remplace les textes antérieurs notamment l’autorisation préalable, à travers l’article 2 du décret 67.1329 du 1er décembre 1967 fixant les conditions d’ouverture et de contrôle des établissements d’Enseignements privés : toute personne physique ou morale qui veut ouvrir un établissement privé doit préalablement déclarer son intention à l’autorité administrative compétente (Ministre de l’Education Nationale, Gouverneur de région, Préfet d’un département, Procureur de la République). Les

    Déclarants responsables, doivent fournir leurs dossiers et ceux de leurs établissements avant d’obtenir les autorisations définitives et après enquêtes des autorités académiques sur la fonctionnalité des locaux. La dernière génération de 1994 à nos jours est celle du régime de la déclaration préalable comme pendant la période 1948-1967.Suite aux demandes patronales et des syndicats de l’Enseignement Privé concernant la révision du statut de l’Enseignement Privé (loi 67-51 du 23.11.67), le Ministre de l’Education Nationale met sur pied en Février 1992 un groupe de travail chargé de réfléchir à la réactualisation des textes. Outre les fonctionnaires du Ministère de l’Education Nationale, ce groupe étant composé : - du côté patronal : l’Enseignement Privé Catholique (E.P.C.) et l’Union Nationale des Ecoles Privées Laïques du Sénégal (UNEPLAS)- du côté des travailleurs : le syndicat National des Enseignants du Privé Catholique du Sénégal (SNECS) et l’Union démocratique des Enseignants du Privé Laïc (UDEPL). En Juin 1992, le Comité d’allégement, de simplification des formalités et procédures administratives arrête une liste de 28 professions et activités professionnelles à libéraliser ; parmi celles-ci figure l’Enseignement.

     C’est ainsi qu’est adoptée la loi 94-82 du 23.12.1994 portant statut des Etablissements d’Enseignement privés, abrogeant et remplaçant la loi 67-51 du 23.11.1967. Désormais, tous les établissements créés sont soumis à la déclaration préalable. Les déclarants responsables doivent envoyer au Ministre de l’Education Nationale une lettre de déclaration et fournir leurs dossiers et ceux de leurs établissements. Le récépissé de dépôt leur permet de fonctionner avant d’obtenir les autorisations définitives et après enquêtes des autorités académiques sur la fonctionnalité des locaux. Cf : Malick Soumaré, Histoire de l’enseignement privé,Académia.EDU [↑](#footnote-ref-64)
65. Cf : Sources ANSD/SES 2013, éducation : En 2016 le privé polarise 41,2% des établissements du préscolaire. Le nombre d’établissements d’enseignement primaire est de 8 984, soit une hausse de 2,0% par rapport à 2012. Les établissements privés représentent 13,2% de l’ensemble des structures et le milieu rural concentre environ trois établissements sur quatre (74,8%). L’enseignement moyen est assuré au sein de 1 660 établissements parmi lesquels 33,6% sont de statut privé. L’enseignement secondaire s’appuie sur un réseau d’établissements chiffré à 604 structures en 2013 contre 484 en 2012, soit un accroissement de 24,8% sous l’effet de la multiplication des structures combinant l’enseignement secondaire à l’enseignement moyen (+28,5%). Les établissements ne dispensant que l’enseignement secondaire, représentant 17,2% des structures, ont augmenté de 9,5% en 2013. Le secteur privé totalise 55,5% des établissements. Les structures qui offrent des possibilités d’enseignement technique et professionnel se chiffrent à 300 établissements en 2013 dont onze (11) lycées techniques publics. Pour les centres de formation, au nombre de 289, le privé en concentre 69,9%. L’enseignement supérieur est dispensé dans les universités et écoles de formation supérieure. L’enseignement supérieur public sénégalais compte cinq universités fonctionnelles – que sont l’université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), l'université Gaston Berger de St Louis (UGB), l'université de Thiès, l'université de Ziguinchor et l'université de Bambey) – associées à l’Institut supérieur d’Enseignement professionnel (ISEP) et à quatre grandes écoles publiques. Une quinzaine d’universités officiant dans le privé sont répertoriés dans le pays et 102 instituts ou écoles de formation privée. [↑](#footnote-ref-65)
66. Historiquement son origine nait d’abord de la [préfecture apostolique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pr%C3%A9fecture_apostolique) des Deux Guinées et Sénégambie (appelée également préfecture apostolique de Guinée Supérieure et Inférieure et de Sierra Leone) créée le 22 janvier [1842](https://fr.wikipedia.org/wiki/1842), par détachement du [diocèse de Funchal](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Dioc%C3%A8se_de_Funchal&action=edit&redlink=1) au [Portugal](https://fr.wikipedia.org/wiki/Portugal). Cette [préfecture apostolique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pr%C3%A9fecture_apostolique) est érigée en [vicariat apostolique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Vicariat_apostolique) en [1846](https://fr.wikipedia.org/wiki/1846).Ce dernier est divisé le 6 février [1863](https://fr.wikipedia.org/wiki/1863) pour donner naissance d'une part au [*vicariat apostolique des Deux Guinées*](https://fr.wikipedia.org/wiki/Archidioc%C3%A8se_de_Libreville) et d'autre part au *vicariat apostolique de Sénégambie. Source Wikipédia* [↑](#footnote-ref-66)
67. Cette Préfecture comprenait dans son espace territorial la Mauritanie, qui en sera séparée le 18 décembre 1965, pour donner naissance au Diocèse de Nouakchott. [↑](#footnote-ref-67)
68. En [1897](https://fr.wikipedia.org/wiki/1897), le vicariat sénégambien est à nouveau divisé pour permettre l'érection de la [préfecture apostolique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pr%C3%A9fecture_apostolique) de la [Guinée française](https://fr.wikipedia.org/wiki/Guin%C3%A9e_fran%C3%A7aise). En 1931, est créée la [*mission sui juris*](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mission_sui_juris) de [Gambie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Gambie). Source Wikipédia [↑](#footnote-ref-68)
69. Ainsi le 5 mai 1931 est créé le Vicariat apostolique de Dakar par la séparation de la Mission indépendante de Gambie, et son territoire s’étend de Dakar à Ziguinchor. Le 25 avril [1939](https://fr.wikipedia.org/wiki/1939), une autre partie est séparée pour créer la préfecture de [Ziguinchor](https://fr.wikipedia.org/wiki/Ziguinchor) qui deviendra Vicariat le 10 juillet 1952 puis Diocèse le 14 septembre 1955.. Le 14 septembre 1955, le vicariat apostolique de Dakar a été élevé par [Pie XII](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pie_XII) au rang d'[archidiocèse](https://fr.wikipedia.org/wiki/Archidioc%C3%A8se) métropolitain de Dakar. Et le 21 janvier [1957](https://fr.wikipedia.org/wiki/1957) surviendra la subdivision pour la création de la préfecture de [Kaolack](https://fr.wikipedia.org/wiki/Kaolack) qui deviendra ensuite Diocèse le 6 juillet 1965. La Préfecture apostolique de Saint louis créée depuis 1779 et administrée à partir de 1873 par le Vicariat de la Sénégambie, devient le 15 février 1966 le Diocèse de Saint louis. Le [diocèse de Thiès](https://fr.wikipedia.org/wiki/Dioc%C3%A8se_de_Thi%C3%A8s) est érigé en [1969](https://fr.wikipedia.org/wiki/1969), le 6 février à partir de [paroisses](https://fr.wikipedia.org/wiki/Paroisse) de l'archidiocèse de Dakar. Le 13 aout 1970, est créé la Préfecture apostolique de Tambacounda par division du Diocèse de Kaolack, ensuite érigée en Diocèse le 17 avril 1989. Le 22 décembre 1999 est créé le Diocèse de Kolda par démembrement de celui de Ziguinchor. Voir site web, Conférence Episcopale du Sénégal [↑](#footnote-ref-69)
70. Pour les Congrégations enseignantes membres, voir liste en annexe. [↑](#footnote-ref-70)
71. Le premier directeur du Didec de Dakar était le Père Galopin, jusqu’en 1970, Mr Joseph Gomis de 1970 à 1973 ; puis le Frère Romuald Picard de 1973 à 1986 ; puis Mr René Huchard de 1976 à 1986 ; puis Mr Leopold Cabral de 1986 à 1998, puis Mr Joachim Teixera de 1998 à 2004 ; puis Mr Stanislas Diouf de 2004 à 2014, enfin Georges Diouf depuis 2014. [↑](#footnote-ref-71)
72. Le premier Didec de Ziguinchor a été puis Casimir Sambou ; puis Anna Cabo ; puis Joseph Coly ; puis Frère Charles Biagui, puis Abbé Camille Gomis ; puis Abbé Edmond Edouard Sagna de 2007 à 2014 ; Auguste Preira de 2014 à 2016 ; puis Abbé Auguste Sarto Coly depuis 2017 [↑](#footnote-ref-72)
73. Le premier directeur du Didec a été le Frère Gustave Monneron de 1969 à octobre 1980 ; puis l’Abbé Ambroise Tine de 1980 à 2000 ; puis Mr Pascal Mbaye de 2003 à 2015 ; enfin Mr l’Abbé Pierre Ayé Ndione. [↑](#footnote-ref-73)
74. Le premier directeur de la Didec Saint fût le Révérend Père Michel Girardeau jusqu’en 1984 ; suivirent : Mr Michel Seck de 1984 à 1996 ; puis Mr Jean Marie Sidibé de 1996 à 2006 ; ensuite Mr Bertrand Coly de 2006 à 2014 et enfin Abbé Armand Badiane depuis 2014. [↑](#footnote-ref-74)
75. Le premier directeur de la Didec de Tambacounda est le Père Roullin de 1970 à 1974 ; les Frères de Saint Gabriel de 1974 à 1993, Mr Bernard Seck de 1993 à novembre 2015 ; Mr Jean Claude Mendy depuis novembre 2015 [↑](#footnote-ref-75)
76. Le premier Didec a été le Frère Philipe Launay (Frère de Ploërmel) ; en 2003 Abbé Olympio Diémé. [↑](#footnote-ref-76)
77. Il a été reconnu d’utilité publique par le décret 2009 -1469 du 30 décembre 2009. [↑](#footnote-ref-77)
78. En fonction de la date de création et du lieu de situation diocésaine. [↑](#footnote-ref-78)
79. Par les Sœurs de Saint Joseph d’Annecy [↑](#footnote-ref-79)
80. Par les Sœurs de Saint Joseph d’Annecy [↑](#footnote-ref-80)
81. Par les Sœurs de Saint Joseph d’Annecy [↑](#footnote-ref-81)
82. Par les Sœurs de la Présentation de Marie [↑](#footnote-ref-82)
83. Par les filles du Saint Cœur de Marie [↑](#footnote-ref-83)
84. Par les Pères et Frères Salésiens. [↑](#footnote-ref-84)
85. Par les Sœurs de la présentation de Marie [↑](#footnote-ref-85)
86. Par les Frères de Ploërmel [↑](#footnote-ref-86)
87. Pour rappel la conférence d’Addis Abéba (1961) ; Jomtien (1990) ; le forum de Dakar (2000) ; les OMD ; MINEDAF VI ; le protocole de la CEDEAO sur l’Education ; la déclaration des NU (avril (2002) ; la décennie de l’alphabétisation (2003 – 2012) ; le programme mondial sur l’éducations aux Droits humains (2005) ; la Déclaration de Paris sur l’efficacité de l’aide (2005) ; le Sénégal a souscrit à tous ces engagements. [↑](#footnote-ref-87)
88. L’ACDI ; l’AFD ; la BAD ; la Banque Mondiale ; la Banque Islamique de développement ; la Coopération Allemande ; la Coopération française ; le Fonds nordique ; la DRPE et CIME ; la JICA ; l’UNICEF ; l’USAID ; la Coopération italienne ; la CONFEMEN. [↑](#footnote-ref-88)
89. C’est le Conseil supérieur de l’éducation et de la formation [↑](#footnote-ref-89)
90. C’est le Comité National de coordination et de suivi [↑](#footnote-ref-90)
91. Le CLE est composé des élus locaux, des autorités scolaires, des parents d’élèves, et des membres de la société civile, il est présidé par le Maire ou le Président du Conseil rural. [↑](#footnote-ref-91)
92. Les ecoles de ce type de formation sont en grande partie entre les mains du privé et principalement situées dans les grands centres urbains, 72% à Dakar, Thiès et Ziguinchor. Il contribue à l’amélioration de l’accès et de la qualité de l’enseignement élémentaire. Son handicap le faible niveau de ses enseignants. [↑](#footnote-ref-92)
93. Il souffre de la baisse de sa qualité, surtout depuis le recrutement d’enseignants sur la base du volontariat. [↑](#footnote-ref-93)
94. Il est pris en charge généralement par les ONGs, les organismes de développement, les associations culturelles et certains ministères. [↑](#footnote-ref-94)
95. Voir site web MEN [↑](#footnote-ref-95)
96. Notes tirées du Rapport Final des Assises nationales sur l’Education P 50 et s. [↑](#footnote-ref-96)
97. « Si l’initiative privée constitue un fort potentiel dans le domaine éducatif, le diagnostic de la situation actuelle de l’enseignement privé dans la plupart des pays d’Afrique subsaharienne révèle toutefois la nécessité de moderniser les politiques publiques relatives à l’enseignement privé. Il s’avère ainsi nécessaire de comprendre le fonctionnement du système, les acteurs clés et les liens qui les unissent. En tant que chef d’orchestre du système, l’État devrait être soutenu pour initier et encadrer le développement de l’enseignement privé, aux niveaux stratégique, législatif et organisationnel. Des soutiens financiers et techniques aux institutions financières pourraient être des leviers importants pour convaincre de l’intérêt d’investir dans l’enseignement privé. » [↑](#footnote-ref-97)
98. Cette histoire en dehors des cercles techniques et intellectuels est faiblement appropriée, vulgarisée par la communauté éducative, sert peu de référence et de source de motivation. Elle mérite de l’être pour les générations actuelles qui en en ont une faible connaissance. [↑](#footnote-ref-98)
99. Sur l’aspect organisationnel : évaluer l’état du fonctionnement en termes d’efficacité et d’efficience ; améliorer l’exercice des rôles de chacun en résolvant les difficultés et contraintes. [↑](#footnote-ref-99)
100. Voir les différents diagnostics socio-économique du pays, notamment au pla démographique la jeunesse de la population. [↑](#footnote-ref-100)
101. La vision est l’élément moteur d’une organisation, la ligne directrice qui guide ses actions et son travail, les valeurs et la mission devant permettre de tendre vers la réalisation de cette vision. [↑](#footnote-ref-101)
102. L’énoncé des missions est une description concise de la raison d’être de l’organisation, son mode de fonctionnement et d’action. [↑](#footnote-ref-102)
103. L’énoncé des valeurs décrit ses convictions fondamentales. [↑](#footnote-ref-103)
104. ‘’Un système d’Éducation et de Formation équitable, efficace, efficient, conforme aux exigences du développement économique et social, plus engagé dans la prise en charge des exclus, et fondé sur une gouvernance inclusive, une responsabilisation plus accrue des Collectivités locales et des acteurs à la base ». [↑](#footnote-ref-104)
105. Nécessité d’une charte de l’enseignement privé catholique, document de fondation et de prospective, pour fixer la vision et l’éthique. [↑](#footnote-ref-105)
106. La vision est l’élément moteur d’une organisation, qui guide ses actions et son travail, les valeurs et la mission devant permettre de tendre vers la réalisation de cette vision. [↑](#footnote-ref-106)